



# **LA PAIX !**

**CAHIER DES 7<sup>ES</sup> RENCONTRES  
DE GÉOPOLITIQUE CRITIQUE**

**MAI 2023**



# LA PAIX !

CAHIER  
DES 7<sup>ES</sup> RENCONTRES  
DE GÉOPOLITIQUE CRITIQUE

MARS 2023



# invitation

## LA PAIX !

Pour la 7<sup>e</sup> édition des Rencontres de géopolitique critique, Modus Operandi et ses partenaires ont choisi de traiter de la thématique de la paix. Joli paradoxe et sacré défi dans le contexte actuel. Une urgence justement.

Questionner la paix en France c'est appeler à la construire, alerter sur les violences qui agitent les relations dans la société et que les logiques du pouvoir cherchent tellement à invisibiliser et à discréditer. Modus Operandi invite donc à se saisir de la paix pour l'explorer, la mettre à l'épreuve des sociétés déclarées en paix ou généralement perçues comme telles.

- **La paix n'est pas l'absence de conflit** : construire la paix implique de reconnaître l'existence de conflits et de les traiter. Ce constat est au cœur de l'approche de la transformation de conflit, adoptée et réappropriée par Modus Operandi. La paix est souvent instrumentalisée par le pouvoir pour justifier de politiques répressives au nom de la pacification ou du maintien de la paix.

- **La violence épistémique** est une forme de violence qui agit au niveau des modalités de production, de reconnaissance, d'accès et de circulation du savoir : quelles connaissances sont reconnues comme du savoir ? Auxquelles ce statut est-il nié ? Qui est reconnu comme sachant ? Qui ne l'est pas ? Porter une attention aux régions du monde attractives et considérées comme prestigieuses dessinent une géopolitique du savoir. Localement et plus près de nous, les menaces sur les libertés académiques et les récentes attaques contre des universitaires, des départements de la recherche en sciences sociales, le discrédit porté sur certains concepts parlent de la violence épistémique.



- Les logiques militaires restent très présentes dans le monde et semblent se réactiver pour conduire des politiques de domination dans toute la brutalité de la violence directe, celle des armes. Ces opérations nous montrent les limites des solutions militaires pour construire la paix, autant dans les conflits anciens que ceux qui viennent de s'ouvrir. Il reste pertinent de parler de paix dans les guerres en cours car **la paix se crée des espaces** dans les situations mêmes les plus violentes. Il est important de les reconnaître pour capitaliser ces dynamiques.

- La désobéissance civile a-t-elle sa place pour construire la paix ? Quelle relation entretiennent non-violence et paix ? On entend de nombreuses injonctions à la non-violence. D'où viennent-elles ? Qui les donne ? Qui est vu-e comme "violent-e" ? Reconnaître le rapport de force en présence et l'intégrer avec des moyens non-violents est une stratégie pour transformer la violence et s'attaquer aux dynamiques qui la sous-tendent. Son potentiel repose sur sa capacité à mobiliser, basée sur une compréhension fine des ressources (matérielles et symboliques) à la disposition des acteurs.



Modus Operandi (ou Modop) organise chaque année – avec le laboratoire de sciences sociales PACTE (UGA) – les Rencontres de géopolitique critique. Il s’agit de proposer, à prix libre ou gratuitement, des événements permettant le développement et le partage d’un savoir critique, visant à rassembler des personnes concernées par des violences structurelles et épistémiques, des universitaires, des militant-es, et des curieux-ses de passage, afin de créer des espaces de partage et d’échange de savoirs situés, pour renforcer les luttes pour les droits et la justice sociale. Ces espaces cherchent à prendre le temps de penser nos alliances et articuler nos savoirs. Ces rencontres sont coordonnées par Modus Operandi qui propose chaque année un thème en lien avec l’actualité et avec ses travaux en cours. A partir de cette proposition, chaque partenaire souhaitant se saisir de la thématique peut proposer un temps de rencontre ouvert au public. Ils peuvent donc prendre des formats très variés (atelier, spectacle, table ronde, lecture, projection, débat, exposition...). Nous cherchons une diversité de lieux pour ces Rencontres, en partant du principe que chaque lieu a son public et qu’en variant les endroits on peut également toucher un public différent. Ainsi

elles peuvent avoir lieu dans une Maison des habitant-es, un centre social, à l’université, dans une librairie, un tiers-lieu, une bibliothèque autonome, une salle de spectacle, chez l’habitant-e...

L’association Modus Operandi et les Rencontres s’inscrivent dans une approche critique des savoirs, elles se veulent ouvertes à un large public, cherchent la co-construction et la coopération. Nous accordons une attention autant au fond qu’à la forme des temps que nous proposons pour favoriser des espaces valorisant des savoirs peu reconnus et désacralisant les savoirs légitimes (universitaires). Nous tentons des formats permettant à chacun-e de participer pour s’approprier les réflexions et s’autoriser à formuler des idées, des questions, des doutes, des points de vue... partager des expériences ou éprouver ce que les savoirs provoquent en nous.

Modus Operandi  
46, rue d’Alembert 38000 Grenoble  
[www.modop.org](http://www.modop.org)

Coordination : Morgane Cohen et Karine Gatelier

Couverture : [www.clara-chambon.fr](http://www.clara-chambon.fr)

Photos : Marie-Laure Guillard, Gaëlle Partouche, Lina Téllez, Fabienne Yvert, Modop

Sérigraphie, risographie, collage et assemblage : Atelier FLUO

Mise en page : Clara Chambon

—

Imprimé en mars 2024

ISBN : 978-2-9582096-2-9

# SOMMAIRE

<b>À LA RECHERCHE D'UNE DÉFINITION OPÉRATIONNELLE DE LA PAIX .....</b>	<b>6</b>
Karine Gatelier, Claske Dijkema	
<b>ESPOIRS ENCHAÎNÉS. CINQ FEMMES MIGRANTES RACONTENT LEUR EXPÉRIENCE DE LA PAIX ET LEURS RESENTIS .....</b>	<b>12</b>
Claske Dijkema	
<b>TABLE RONDE UKRAINE .....</b>	<b>15</b>
Géopolitique et paix en Ukraine, Hanna Perekhoda .....	16
<b>LA PRATIQUE DU COMMUN, OU COMMONING : POUR LUTTER ET S'ORGANISER CONTRE LE SYSTÈME CAPITALISTE ET SES CRISES.....</b>	<b>21</b>
Elsa Franco	
<b>LA PAIX, UN PROCESSUS CONFLICTUEL. LA COLOMBIE EN EXEMPLE .....</b>	<b>26</b>
Resignifik2 : pour la réconciliation et le développement social, Lina Téllez, Ana María Gómez .....	28
Témoigner des violences LGBTQI+ : un outil pour construire la paix en Colombie ?, Claire Hugonnier...	34
Construire la paix en Colombie, par-delà la reconnaissance des mémoires, Marie-Laure Guillard .....	40
<b>UNE POLITIQUE DU SOIN DES RELATIONS POUR PENSER L'ACCUEIL ET COHABITER EN PAIX .....</b>	<b>46</b>
Lison Leneveler	
<b>FICTION RÉPARATRICE, LECTURE PARANOÏAQUE... ..</b>	<b>50</b>
Gaëlle Partouche	

**KARINE GATELIER ET CLASKE DIJKEMA**

# À LA RECHERCHE D'UNE DÉFINITION OPÉRATIONNELLE DE LA PAIX

**L'association Modus Operandi, que nous appellerons Modop, est engagée depuis sa création dans des actions-recherches sur des situations conflictuelles, en mobilisant des outils d'analyse inspirés de l'approche de la transformation de conflit. Ces démarches collectives pour chercher à agir sur les conflits s'accompagnent d'une réflexion sur la paix : comment la définir ? Comment y travailler ?**

**L**es travaux du sociologue norvégien Johan Galtung, considéré comme un contributeur essentiel des études sur la paix (*peace studies*) ont inspiré Modop, notamment ses concepts de paix positive et paix négative. La paix positive serait cet état idéal d'une vie en société débarrassée de toute forme de violence. La paix négative correspondrait à une situation où seule la violence directe a été éliminée ; toutes les autres formes de violence structurelle seraient encore présentes.

À Modop nous retenons cette idée que la paix ne peut être définie par la seule absence de guerre. C'est pourquoi, en dépit d'un constat largement partagé que l'Europe vit en paix depuis 1945, nous défendons l'idée qu'il est nécessaire d'étudier les conditions de la paix au-delà, en affinant sa définition, et de travailler à sa réalisation en France notamment.

En effet au regard du niveau et de la nature des violences qui ont cours dans les sociétés occidentales, la paix reste un chantier.

Sur cette base, nous considérons, au sein de Modop, que la paix est un processus de travail inachevé car nous observons et reconnaissons de la violence et du conflit dans une société déclarée en paix. Ce travail nécessaire à la construction de la paix met en jeu la nature des relations que nous posons, au niveau interpersonnel autant que collectif, entre classes sociales et entre États. Enfin, dans ces sociétés déclarées en paix, il existe une place pour le conflit : c'est à la fois un constat qui reconnaît la présence de conflits sociaux et politiques ; et leur potentielle utilité sociale. En effet, le conflit – quand il est reconnu et saisi collectivement pour agir dessus – est un instrument de régulation. Il s'avère vertueux pour organiser une société dynamique et engagée dans un travail pour la paix.

Processus, relation et conflit pour définir la paix et comprendre les conditions dans lesquelles elle peut se construire, voilà les trois idées développées dans cet article.

## **LA PAIX COMME UN PROCESSUS**

Plutôt que de se figurer la paix comme un état idéal, nous proposons de la penser comme un processus de travail qui cherche à l'atteindre. Il consiste à agir sur les violences structurelles pour opérer des transformations sociales capables de les réduire. Il trouve



donc sa place dans toutes les sociétés. L'idée d'un tel processus s'appuie sur la conception d'une paix positive, telle qu'énoncée par Galtung. Dès lors, il s'agit d'un travail continu, un cheminement vers cet horizon, un effort constant pour une amélioration progressive. Tant que ce processus existe, nous nous trouvons dans une dynamique de paix. Plus elle est vigoureuse, plus la violence recule.

voir violent à travers l'imposition des normes de la féminité et de la masculinité, celles-ci peuvent être brouillées. Si les discours mis en circulation reflètent et diffusent les fondements violents de l'idéologie au pouvoir, ils peuvent être déconstruits par des contre-discours et déstabilisés par des discours alternatifs, etc. À chaque instrument et stratégie, une résistance peut être imaginée.

### **LA VIOLENCE STRUCTURELLE (OU VIOLENCE SYSTÉMIQUE)**

La violence structurelle est la violence exercée par les systèmes. Elle ne s'exprime donc pas par des faits ponctuels mais par des processus : les discriminations par exemple. Ses auteur·ices sont ainsi difficiles, voire impossible, à identifier et à désigner puisque cette violence est produite par des logiques de systèmes.

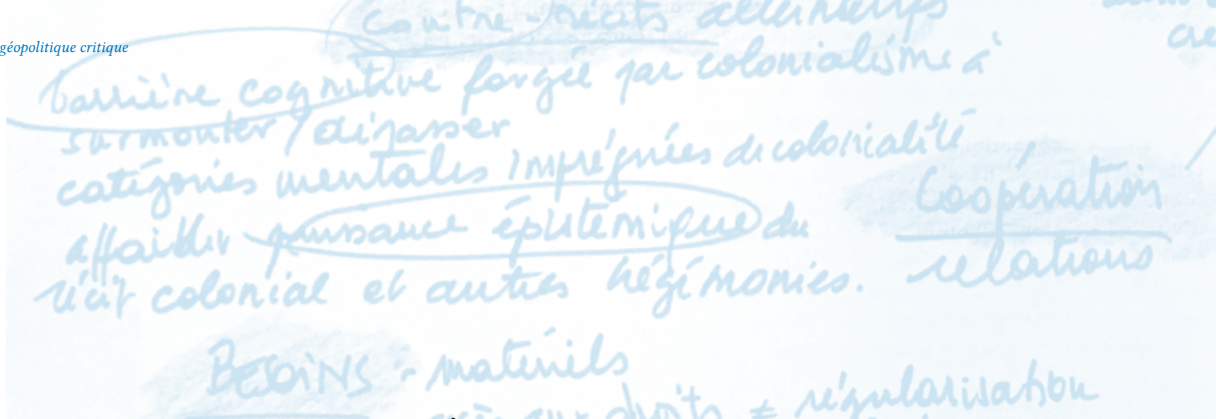
Elle est définie par Galtung (1969) comme « Toute forme de contrainte pesant sur le potentiel d'un individu du fait des structures politiques et économiques ». Ces contraintes prennent la forme d'un accès inégalitaire aux ressources, aux droits, à l'éducation, à la santé, à la justice, etc. Les systèmes et les structures violentes aujourd'hui peuvent être classés dans l'ordre du politique (régimes politiques, législations, pratiques informelles autoritaires

ou xénophobes par exemple), de l'économique (capitalisme, néo-libéralisme, pratiques de management et pressions...) et du social (normes sociales contraignantes comme les conventions hétéronormées, le sexisme, le validisme, l'âgisme, le racisme). Elles produisent de l'inégalité, de l'exclusion, du déni de droits, de l'exploitation, de l'oppression... Cette forme de violence est rendue peu visible par deux opérations : d'une part, elle est intériorisée. Par exemple, nos apparences et nos corps sont très genrés et tout brouillage à cet égard est soit une révolution (rejet du corset ou adoption du pantalon par les femmes) soit un scandale (féminisation par les hommes). D'autre part, elle est invisibilisée par les systèmes eux-mêmes, car enracinée dans leur fonctionnement. Par exemple, la pauvreté est une violence structurelle souvent présentée comme une réalité inévitable de toute société.

Nous proposons, à titre d'exemple, de nous inspirer du travail de Judith Butler pour identifier les moyens d'agir dans les contextes violents. L'autrice analyse le monde comme un champ de force de violence et propose les éléments suivants comme autant de vecteurs capables de retourner la violence : le corps, les discours, les pratiques collectives, les infrastructures ou institutions. Ces éléments étant utilisés pour exercer la violence, ils peuvent être les espaces de résistance : si les corps sont contrôlés par le pou-

La paix conçue comme un processus dont l'horizon est la réduction, voire l'éradication, des violences structurelles, permet d'éviter la confusion entre paix et maintien de l'ordre. En effet, la logique sécuritaire ne saurait répondre au défi de la paix, même si souvent, des opérations de police et de répression sont présentées comme des opérations de pacification.

Une approche sécuritaire des situations de conflit est en réalité la continuation des dominations et



des modalités d'action de la violence structurelle. À l'opposé d'une démarche de visibilité des discriminations et des oppressions, la logique sécuritaire impose le maintien d'un statu quo par la force et ne rend possible aucune transformation sociale. Là où nous voyons qu'un travail mené sur les conflits peut permettre une opportunité de réduction des violences structurelles, les logiques policières et sécuritaires les maintiennent voire les renforcent.

De plus, une logique de maintien de l'ordre, quand cet ordre repose sur des injustices, ne saurait protéger tous les pans de la société mais seulement les segments dominants et les institutions du pouvoir. Cette logique ne reflète alors pas un objectif de protection de tous et toutes.

Cette conception de la paix comme un processus fait écho aux analyses des besoins matériels et immatériels des personnes pour assurer une existence normale. Ces analyses sont classiques dans la littérature sur la construction de la paix (*peacebuilding*). La reconnaissance, associée à l'identité et l'autonomie constituent trois des quatre besoins vitaux habituellement identifiés par les auteur·ices de l'approche de la transformation de conflit. Une recommandation récurrente développée dans les contextes de conflits armés, consiste à insister sur l'urgence à répondre aux besoins matériels, à l'accès aux droits et à l'instauration de relations entre les sous-ensembles constitutifs de la société quand ces relations sont inexistantes, défaillantes ou hostiles. Ces relations sont concernées tant au niveau interpersonnel qu'au niveau social, entre groupes. Ces relations, pour contribuer à avancer sur le chemin de la paix, doivent prendre soin et intégrer le principe d'égalité politique. Elles doivent se nourrir de réflexivité pour être sans cesse mises au travail et améliorées. Elles doivent se désapprendre pour se réapprendre.

La relation d'aide, dans l'action caritative ou humanitaire, est un bon terrain d'observation et d'analyse de ces propositions. En effet, cette relation d'aide, au pré-

texte de solidarité, n'est pas toujours débarrassée de comportements paternalistes par exemple. Ainsi au lieu de poser une relation égalitaire capable d'émancipation et d'autonomie, elle reproduit des schémas de domination par les dépendances qu'elle crée.

### LA PAIX COMME UNE RELATION

Travailler à la paix consisterait alors à soigner les relations, d'une manière générale, dans le but de renoncer à nos privilèges, de construire l'égalité, d'entreprendre une démarche en réflexivité. La paix fondée sur un faisceau de relations basées sur la réciprocité permet d'éviter de reproduire les asymétries, les processus et les relations de domination et de subalternisation.

Nous voudrions, pour l'illustrer, proposer de penser cette conception de la paix comme relation dans un cadre spécifique, celui de l'enjeu décolonial à redéfinir la paix.

Historiquement, une vision linéaire du temps s'est imposée. Elle serait composée de phases successives qui, s'achevant, en inaugurent de nouvelles. Elle se traduit par la production d'une terminologie dotée de préfixes tels pré- et post- : pré-guerre, post-colonial, etc. L'approche décoloniale, au contraire, prend appui sur l'idée de continuité et de durabilité, au-delà des périodes historiques identifiées, parce que les rapports de force construits aux différentes époques perdurent et se reproduisent. Ainsi il existe une continuité dans le rapport colonial, désignée comme la colonialité. Elle se décline dans une colonialité du pouvoir, du savoir, de l'être... et se manifeste dans l'existence d'espaces géographiques du pouvoir, dans la reconnaissance du savoir et le sens de circulation de sa diffusion, ainsi que dans la condition ouvrière ou féminine. En concevant l'Histoire à partir d'une période post-coloniale, il se produit une dissociation, dans le temps et dans l'espace, entre la construction des États-nations modernes européens et la colonisation. Le récit national ne met pas en lien le fait colonial et le processus de

constitution des États-nations en Europe pour expliquer la richesse et les puissances de ceux-ci.

L'approche décoloniale propose donc une rupture avec la conception linéaire du temps et souligne les continuités dans les rapports de pouvoir qui justifient des situations d'oppression et d'exploitation toujours opérantes. Les auteur·ices de ce courant de pensée proposent donc d'étudier la « colonialité du présent » dans la conception de la paix.

### L'ENJEU DÉCOLONIAL

L'idée de race est au cœur de la construction du rapport colonial. En inventant la race, l'Europe a construit sa supériorité et sa place de centre, sa domination dans le marché global et la production de la connaissance. Si l'idée de race reste pertinente aujourd'hui pour comprendre des rapports de pouvoir c'est parce qu'elle continue de produire des discriminations et des subalternes. Même si elle a été construite à une période de l'Histoire, elle continue d'avoir des effets en nourrissant l'idée d'une hiérarchisation. Seuls ses effets sont réels. L'existence d'une diversité de races en revanche ne saurait relever que d'une idéologie raciste. C'est pourquoi le terme race au singulier est un concept scientifique opérant pour analyser les relations et les représentations d'une société.

Ainsi les modalités de la domination coloniale reposent sur la différenciation entre les êtres. Cette différenciation a été naturalisée, c'est-à-dire que l'existence de races a été présentée dans le passé comme une réalité scientifique, une évidence et un fait qui ne pourrait être remis en cause. C'est à ces caractéristiques que tient sa durabilité et la difficulté à remettre définitivement en cause les effets qu'elle produit.

### LA DÉMOCRATIE CONFLICTUELLE POUR FAIRE LA PAIX

Les conflits sont un phénomène social banal des sociétés humaines. Ils sont l'expression de demandes de justice dans des contextes de domination et de violence structurelle. Ils ne doivent pas être ignorés, sans quoi ils produiraient encore davantage de violence. Au contraire, ils doivent être reconnus, exprimés et travaillés. C'est pourquoi une société a intérêt à permettre l'expression de la colère quand elle exprime l'injustice, la souffrance, la frustration, et appelle à un rééquilibrage du pouvoir, une meilleure distribution des richesses, la réparation d'une injustice, une écoute de la parole opprimée.... La démocratie en tant que système politique qui produit de la légitimité et distribue du pouvoir est un outil important pour travailler à la paix, parce qu'il organise la stabilité et la prévisibilité ; il permet aux personnes de pouvoir se projeter dans l'avenir, de pouvoir planifier leur existence. Pour cela, elle doit être capable d'aménager des espaces de rencontre et de dialogue. De ce point de vue, nous voudrions insister sur la conception conflictuelle ou radicale de la démocratie.

La démocratie radicale prend forme dans l'exercice quotidien, à travers la participation politique, de la distribution du pouvoir et de l'organisation de la prise de décision. La pratique démocratique est la base – la racine – même de ce système. La démocratie radicale ne se caractérise pas par des institutions mais par la pratique même de cet exercice démocratique. Ainsi un enjeu important est celui du débat, de la confrontation des idées et de la capacité à échanger des idées contradictoires. C'est pourquoi il est nécessaire de disposer d'espaces pour cet exercice, tout autant que de la culture de l'écoute de l'autre. La prise de parole et la parole entendue sont au cœur du fonctionnement démocratique.

Par conséquent, la démocratie se doit de faire de la place pour le conflit, c'est-à-dire l'expression légitime de la colère ; elle doit organiser et permettre la

prise de parole de tous et toutes. L'enjeu ici est de faire entendre la diversité des points de vue, dans la dissonance qu'ils constituent, car la société est une multitude qui s'exprime dans une polyphonie de voix et non pas un ensemble homogène comme certains récits nationaux voudraient le laisser penser. La capacité d'une démocratie à exister par les espaces qu'elle crée pour faire vivre et organiser la diversité ouvre des brèches dans l'ordre injuste érigé en hégémonie. Le conflit, avec son potentiel de remise en cause des procédures de décision et des positions de pouvoir tient une place importante dans la construction d'un ordre plus juste. Le conflit, à la condition qu'il ne doive pas sa victoire à la violence directe, peut être vu comme un vecteur de progrès social et donc il peut amener des avancées sur le chemin vers la paix.

### LA VIOLENCE ÉPISTÉMIQUE

Cette forme de violence consiste à penser et dire que certains savoirs sont plus valables que d'autres. Elle repose d'une part sur l'existence d'un centre émetteur de normes du savoir, héritées et reproduites de la domination coloniale : l'Occident. Elle permet au savoir occidental de se poser en référence face aux autres types de savoirs énoncés ailleurs. D'autre part, cette forme de violence se nourrit et se diffuse par les codes langagiers qui rendent des ressources inaccessibles à certaines personnes ; par l'institutionnalisation d'un certain savoir dans des institutions d'où certaines classes sociales sont exclues (enseignement supérieur) ; par la non-reconnaissance de certains savoirs d'ailleurs appelés « populaires »... Cette violence crée des hiérarchies. Elle ne laisse comme seule possibilité légitime de s'exprimer pour se faire entendre que d'utiliser le savoir dominant, même pour défendre d'autres formes de savoirs, puisqu'elle les a par avance invalidés.

### ***Briser la dichotomie guerre-paix***

Modop, en s'appuyant sur des travaux notamment de recherche académique et notamment sur les travaux des féministes, propose de penser la paix en dehors des contextes de guerre et de conflits armés, et par là de brouiller la distinction entre la guerre et la paix. En rejetant cette dichotomie banale guerre/paix, on peut apercevoir des moments et des espaces de paix dans les guerres et la production de violence en temps de paix. Des moments de violence paroxysmique comme des attentats terroristes ou des épisodes de violence urbaine l'illustrent, de même que les effets de systèmes d'oppression.

La science politique a conceptualisé la paix dans sa temporalité et étudié les processus de paix. Nous proposons d'associer au temps, l'espace et de voir la paix comme un processus situé. Les dynamiques des conflits renvoient à des processus spatialisés et les gens produisent des espaces de paix dans des contextes de violence. En considérant les arènes de transformation de conflit comme des espaces de confrontation constructive, Modop s'est appuyé sur cette conception. Il s'agit d'une approche bien plus ancrée et terre-à-terre, restée souvent peu étudiée, qui rend visible à une multitude de niveaux des dynamiques de conflit et des processus de paix, attirant l'attention sur des acteurs de paix plus diversifiés que les seuls États et en déplaçant les espaces de violence vers l'urbain, le quotidien et l'intime. Dès lors on peut voir la paix comme une expérience située et incarnée, tangible, ressentie donc physique. La paix est en construction permanente, faite de la production et reproduction de relations sociales bienveillantes.

### ***Les propositions de Modop pour travailler à cet idéal de la paix***

- Faire de la place en ouvrant des lieux et créant des espaces où des relations d'égalité et de réciprocité s'imposent, pour agir ensemble. Ils peuvent être des espaces de vie, des espaces de lutte, des espaces où des activités sont partagées.



- Faire du commun. Pour cela il est nécessaire de partager des lieux communs, pour sortir de la mise à l'écart et vivre des expériences communes. Pour illustrer ce point nous voudrions nous référer à Camille Louis qui explique combien les vies migrantes sont privées des conditions de l'expérience : « C'est une des violences énormes dont on ne parle pas assez : l'annulation totale des deux conditions sans lesquelles « l'expérience » est impossible, c'est-à-dire l'espace et le temps. La situation dans laquelle sont mis les exilés c'est ça : une mise sous cloche de l'expérience et des rapports au monde qui l'accompagnent, et l'imposition violente de ces fausses alternatives morbides : soit le temps infini de l'attente, soit le temps resserré de l'urgence ; soit l'encamper (qui n'offre pas de rapport réel à l'espace occupé) soit le « décampez ! » ; ou encore le « fixé » en rétention et le « pas de point de fixation » qui dirige toute la chasse policière aux migrants ».
- Affaiblir l'hégémonie du récit national et colonial, et sa puissance épistémique, en écrivant des récits alternatifs. Il s'agit de faire entendre des dissonances, d'être entendu-e, d'être cru-e et perçu-e comme une personne crédible dans sa parole.

## RÉFÉRENCES

- **Colette Le Petitcorps et Amandine Desille**, 2020 « La colonialité du pouvoir aujourd'hui : approche par l'étude des migrations », revue Migrations et société, 2020/4, n°182, pp 17 à 28
- **Sabine Masson**, "Sexe, race et colonialité. Point de vue d'une épistémologie postcoloniale latino-américaine féministe", in : DORLIN, Elsa (sous la direction de) *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris : Presses universitaires de France, 2009, pp. 183-202
- **Maria Eleonora Sanna et Eleni Varikas**, « Genre, modernité et 'colonialité du pouvoir' : penser ensemble des subalternités dissonantes »,
- **Judith Butler**, *La force de la non-violence*, éditions, Fayard, coll. à venir, 2021
- **Camille Louis**, « Une rencontre avec Camille Louis », [https://communaux.cc/contributions/ailleurs-alliances/2/#identifiant\\_3\\_398](https://communaux.cc/contributions/ailleurs-alliances/2/#identifiant_3_398)
- *La conspiration des enfants*, PUF, coll. Perspectives critique, 2021

CLASKE DIJKEMA / TRADUCTION NATHALIE COOREN

# ESPOIRS ENCHAÎNÉS. CINQ FEMMES EXILÉES RACONTENT LEUR EXPIÉRIENCE DE LA PAIX ET LEURS RESSENTIS

*« Ici nous sommes dans un pays en paix, mais notre statut [juridique] actuel ne nous permet pas d'en jouir. »*

*Elizabeth*

*Ici, en Allemagne, « vous avez la liberté d'aller et venir mais vous n'êtes pas libres. La paix, ce n'est pas seulement l'absence de guerre [...]. Je ne me sens pas en paix, de façon générale, je veux juste être heureuse, ne pas être stressée tous les jours. »*

*Patricia*

Les personnes venues chercher un refuge qui fuient la violence de leur pays d'origine ne sont pas nécessairement en sécurité une fois parties. La violence se perpétue d'abord à travers les séquelles d'expériences traumatisantes (telles que la torture, l'emprisonnement, la perte d'êtres chers), qui ont de graves conséquences sur la santé physique et mentale des personnes concernées. Cette violence est également présente à travers la menace continue à laquelle les personnes réfugiées sont parfois confrontées dans les pays d'accueil (les services secrets ont le bras long) et l'inquiétude incessante à l'égard de celles et ceux qui restent. Enfin, la violence perdure à travers l'insécurité permanente que vivent les personnes en demande d'asile qui n'ont pas (encore) obtenu un permis de séjour légal et pérenne. Ces différentes formes de violence mettent en évidence

les conditions et les limites d'une vie en paix dans un contexte transnational, mais aussi les possibilités offertes par le pays de destination. Cela pose la question de la définition même de la paix dans des situations de non-violence, telles que celles vécues par les personnes venues chercher refuge en Europe.

Dans le cadre de leur mémoire de maîtrise, deux étudiantes de l'université de Bâle, Leonie Bozenhardt et Felicitas Winker, ont organisé des ateliers avec cinq femmes réfugiées en Allemagne. C'est dans ce cadre que Leonie et Felicitas, assistantes sociales, ont fait la connaissance de Faith, Patricia, Zaynab, Elizabeth et Tina. Il ne s'agit pas de leurs vrais noms, mais de pseudonymes choisis par ces femmes. Toutes ont déposé une demande d'asile en Allemagne, mais leurs situations diffèrent par leur origine et leur statut



juridique. Ce dernier va de la résidence tolérée ou *Duldung* (« suspension temporaire de l'expulsion » d'un étranger tenu de quitter le pays suite à une réponse négative à sa demande d'asile) – à la résidence permanente ou *Niederlassungserlaubnis*. L'objectif des ateliers était de créer un cadre au sein duquel les cinq femmes pourraient réfléchir et partager la manière dont elles comprennent et vivent la paix dans leur quotidien. Pour enrichir la discussion, les modératrices se sont servies du jeu Dixit, composé de 84 images. Les femmes devaient choisir une carte qu'elles associaient à la paix, expliquer pourquoi, et réfléchir à la manière dont la paix se manifestait dans leur vie quotidienne. Puis, elles devaient choisir une carte qu'elles associaient à l'absence de paix et la commenter.

Faith, Patricia, Zaynab, Elizabeth et Tina ont expliqué que, l'Allemagne étant réputée être un pays en paix, elles s'attendaient à faire l'expérience de cette paix une fois sur place. Sans surprise, leur ressenti à cet égard est étroitement lié à leur statut juridique et aux restrictions qui en découlent. Elles décrivent notamment leur exclusion systématique de la vie sociale, culturelle et politique. Deux d'entre elles ont déclaré qu'elles se sentaient prisonnières et très

malheureuses car elles n'arrivaient pas à se projeter dans l'avenir. Elles ne jouissent d'aucune liberté de circulation, ni pour se rendre à l'étranger, ni pour décider de leur lieu de résidence et d'installation en Allemagne. En outre, les femmes ayant le statut de *Duldung* ne se sentent pas en sécurité chez elles car elles craignent d'être expulsées. Ainsi, Faith, originaire du Nigeria, a choisi comme image le dessin d'une personne enchaînée en expliquant que, pour elle, la paix était étroitement liée à la liberté de mouvement.

Les participantes associent l'absence de paix non seulement au fait de se sentir physiquement bloquées, mais aussi au sentiment d'être figées dans le temps et de ne pas avoir la possibilité de se projeter dans l'avenir. Zaynab, originaire d'Afghanistan, a choisi l'image d'une colombe en plein vol : « si vous vivez en paix, vous pouvez facilement 'voler' dans tous les domaines, vous sentir libre, vous épanouir [...] et vivre où vous voulez ». C'est un sujet douloureux pour elle, car avant d'obtenir son permis de séjour (*Aufenthaltserlaubnis*), elle s'est vu refuser l'accès à l'établissement d'enseignement supérieur de son choix, alors que sa candidature avait été retenue, parce qu'elle se trouvait dans une ville différente de

celle où elle avait déposé sa demande d'asile. Raconter cette histoire la fait encore pleurer. Tant que l'on n'a pas de pouvoir de décision sur son avenir, il est difficile de se sentir en paix. Patricia a dit qu'elle ne pouvait pas être en paix : « parce que j'ignore ce qui peut arriver demain ou après-demain ».

Le temps, ou le manque de temps, est un facteur important pour se sentir en paix, comme l'a déjà constaté Inka Stock dans ses recherches sur la migration et l'immobilité forcée des « migrants d'Afrique subsaharienne au Maroc »<sup>1</sup>. Les personnes qu'elle a rencontrées partagent ce même sentiment d'être « coincées » que les femmes réfugiées en Allemagne. Elles considèrent que leur temps est inutile parce qu'elles ne peuvent pas l'échanger contre de l'argent. Dans une autre étude, les personnes venues chercher un refuge en France décrivent la procédure de Dublin comme une « procédure d'ennui », qui prive les personnes de leur autonomie et ne leur permet pas de s'installer, entraînant un sentiment d'humiliation et de stress quotidien<sup>2</sup>. Le temps, qui consiste à créer un avenir pour soi et ses proches, est au cœur des trajectoires migratoires, dans le pays d'origine, pendant le transit et dans le pays de destination. Une fois arrivé, l'avenir imaginé reste inaccessible. D'autres ont appelé ces circonstances « la crise de l'avenir dans l'espace-temps de l'installation des réfugié-es »<sup>3</sup>. Ces histoires nous apprennent que les perspectives d'avenir, le fait d'avoir une vision claire de ce que l'on souhaite pour l'avenir, de savoir où va sa vie et d'en avoir le contrôle, sont des fac-

teurs importants pour être en mesure de connaître la paix. Les perspectives d'avenir sont cruciales pour éprouver un véritable sentiment de paix, tout comme la maîtrise du temps, le droit à la mobilité et la sécurité physique et émotionnelle.

*Ce projet fait partie d'un travail de recherche sur la paix urbaine à l'Université de Bâle (2021-2022) ; il a été réalisé par deux étudiantes du programme de maîtrise « Changing Societies », Felicitas Winker et Leonie Bozenhardt, sous la supervision de Claske Dijkema. Toutes les citations de cet article proviennent du rapport qu'elles ont rédigé : Winker, F. and Bozenhardt, L. (2022) « Everyday Peace - How is peace understood, experienced, and manifested in migrant's everyday lives in Germany ? » Rapport, Laboratoire de recherche, Université de Bâle, 129 p.*

[1] Stock, I. (2019) Time, migration and forced immobility : Sub-Saharan African migrants in Morocco. Bristol, Royaume-Uni Chicago, IL, États-Unis : Bristol University Press Policy Press (Global migration and social change).

[2] Leneveler, L. et Naudin, N. (2020) « Dubliner, la fabrication normative d'une procédure violente. » Écarts d'identité, ADATE, pp. 1-9.

[3] Secor, A.J., Ehrkamp, P. et Loyd, J.M. (2022) « Le problème de l'avenir dans l'espace-temps de la réinstallation : réfugiés irakiens aux États-Unis », Environment and Planning D : Society and Space, 40(3), p. 508-527.





# TABLE RONDE UKRAINE

La table ronde « Quelle paix pour l'Ukraine ? » a réuni des chercheuses et enseignantes d'origine ukrainienne ou travaillant sur l'Ukraine. Elles sont, pour plusieurs d'entre elles, militantes et membres actives d'associations de solidarité avec l'Ukraine et les Ukrainien-nes. L'objectif de cette discussion a été de revenir sur les visions de la paix en Ukraine et de recentrer le débat sur ce que veulent/souhaitent les Ukrainien-nes. Il nous a en effet paru essentiel de repartir de leurs aspirations dans un contexte où de nombreuses voix s'élèvent pour parler au nom de l'Ukraine. Les intervenantes ont présenté différentes formes de mobilisation et de résistance de la société ukrainienne à l'invasion du pays. Elles sont également revenues sur l'importance de la solidarité internationale avec l'Ukraine dans des pays aussi différents que la Pologne, la Géorgie et la France. La paix se prépare, et pour cela il est essentiel de comprendre en profondeur de quoi est fait le rapport de force que se livrent les belligérants.

Lors de cette table ronde, **Anastasia Riabchuk**, enseignante-chercheuse (Université de Kyiv-Mohyla, chercheuse PAUSE en France, membre du comité de rédaction de *Commons : Journal of Social Criticism*) vivant entre la France et l'Ukraine, est reve-

nue sur l'importance des organisations ukrainiennes (et non internationales) dans l'action humanitaire en Ukraine et pour l'Ukraine. En tant qu'observatrice de l'intérieur des transformations de la société ukrainienne et du Donbass depuis la guerre de 2014, elle nous a amenée à voir que ces organisations se posent de plus en plus la question de la reconstruction de l'Ukraine, même si la guerre est loin d'être terminée. **Tetyana Lyubchyk**, enseignante au Lycée Pablo Neruda, présidente de l'association Ukraine Grenoble Isère, a également mis au centre des discussions la question de la reconstruction qui constitue, selon elle, un enjeu majeur pour le mouvement de solidarité avec l'Ukraine à l'étranger qu'elle représente avec son association à Grenoble et en Isère. **Perrine Poupin**, chargée de recherche CNRS, AAU CRESSON, Université Grenoble Alpes, a quant à elle parlé du séjour récent qu'elle a effectué en Pologne, à Gdansk plus spécifiquement, où elle a pu observer comment la société polonaise réagit à la guerre. Nous avons toutes et tous entendu parler de l'incroyable mobilisation des Polonais en soutien à l'Ukraine, pays limitrophe et qui a des expériences historiques communes du fait d'un voisin agressif commun, la Russie.

Enfin, **Hanna Perekhoda**, doctorante en histoire, et militante, est revenue sur l'utilisation d'arguments géopolitiques pour expliquer l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans le texte qui suit, Hanna met en parallèle le projet assimilationniste russe vis-à-vis des Ukrainien-nes au XIX<sup>e</sup> siècle et l'invasion de 2022.

HANNA PEREKHODA

# GÉOPOLITIQUE ET PAIX EN UKRAINE

**L**e 24 février 2022, le Kremlin lance son « opération militaire spéciale » avec l'objectif déclaré d'effacer complètement l'Ukraine en tant qu'État et société indépendants. Cette décision de Vladimir Poutine a pris beaucoup de monde au dépourvu, car seul un nombre limité d'experts avait anticipé un tel scénario. Leurs prédictions avaient été éclipsées jusque là par la croyance dominante selon laquelle la Russie n'avait aucun « intérêt objectif » à déclencher une guerre de cette envergure. Quelques jours plus tard, l'armée russe encerclait Kyiv, et ceux qui avaient soutenu précédemment que les troupes russes ne franchiraient jamais la frontière ukrainienne ont commencé à affirmer que la Russie n'avait tout simplement pas d'autre choix. Elle aurait commencé l'invasion mise au pied du mur par un Occident hostile, incarné par l'OTAN et les États-Unis.

## UNE APPROCHE NÉORÉALISTE QUI MASQUE LA RÉALITÉ DU CONFLIT

Ceux qui défendent cette interprétation adoptent, peut-être parfois sans le réaliser, une approche néoréaliste en matière de relations internationales. Cette approche repose sur plusieurs principes axiomatiques, dont l'un d'entre eux est la conviction que les États sont des acteurs rationnels. Autrement dit, les États opéreraient dans un monde hostile et impitoyable, où il n'existerait aucune autorité pour les protéger les uns des autres, et où tous chercheraient à maximiser leurs chances de survie. Selon cette perspective, l'État russe serait un acteur rationnel, et la guerre serait sa réponse logique aux menaces objectives venant de l'extérieur. L'invasion de l'Ukraine devient alors une réaction à l'« expansion » de l'OTAN, véritable danger pour la Russie. Pourquoi Poutine déclencherait-il un conflit susceptible d'im-

pliquer l'ensemble du monde occidental, si ce n'est pour réagir à un danger imminent ? Selon ce raisonnement, l'ampleur de l'agression militaire russe devrait être proportionnelle à la gravité de la menace, sinon la décision de Poutine serait irrationnelle.

À ce stade, il est important de se rappeler que la Finlande et la Suède ont adhéré à l'OTAN en 2023, doublant ainsi la longueur de la frontière russe avec l'Alliance. Il est pourtant intéressant de noter que la ministre finlandaise des Affaires étrangères a souligné qu'aucune troupe russe n'a été déployée le long de cette frontière. Si l'OTAN est réellement perçue comme une menace objective par la Russie, pourquoi n'observe-t-on pas de renforcement des forces russes, voire de propagande officielle présentant la Finlande comme une menace militaire et les Finlandais comme des ennemis ? De toute évidence, l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, pays partageant une frontière de 1 340 km avec la Russie, ne semble pas être une préoccupation majeure pour Poutine. En revanche, l'Ukraine, sans être candidate officielle à l'Alliance, est présentée comme un pays si hostile qu'il doit être détruit militairement. Pourquoi donc cette différence de traitement ?

Une perspective purement géopolitique ne peut pas apporter de réponse claire à cette question. En se focalisant uniquement sur la structure du système international, les partisans de l'analyse d'inspiration néoréaliste tendent à négliger l'impact des facteurs internes sur le comportement des États sur la scène internationale. De notre point de vue, pour comprendre les raisons de l'agression russe envers l'Ukraine, il est essentiel de se pencher au contraire sur la logique interne de la politique russe. Cela nécessite d'examiner la dynamique du pouvoir entre l'État, le capital et la société en Russie, ainsi que l'in-

fluence des identités et, de manière plus générale, des idéologies.

### **LA RUSSIE, UNE FORTERESSE ASSIÉGÉE ? LA LOGIQUE INTERNE DU TOURNANT ANTI-OCCIDENTAL**

Il est important de rappeler que la Russie de Poutine n'a pas toujours été opposée à l'Occident. Le président était initialement ouvert à la coopération, allant jusqu'à établir un partenariat avec l'OTAN et à participer à des exercices militaires conjoints. Certains soutiennent que les élites russes aspiraient sincèrement à s'intégrer dans la communauté internationale mais ont été déçues par un Occident arrogant et hostile. Nous croyons, cependant, que la volonté de coopération affichée par Poutine à l'époque pourrait être comparée à celle d'un groupe mafieux cherchant à établir des liens avec des policiers corrompus<sup>1</sup>.

Au début des années 2000, Poutine cherchait à garantir sa liberté d'action dans l'espace post-soviétique. En échange, il était prêt à offrir aux « flics » occidentaux, dont il ne contestait pas encore l'hégémonie, une sorte de « pot-de-vin ». Cela comprenait la vente de combustibles fossiles à des tarifs préférentiels, l'ouverture du marché russe aux investissements étrangers, et l'introduction de fonds considérables, souvent d'origine douteuse, dans des entreprises occidentales, entre autres. Dans une certaine mesure, les Européens ont accepté le dessous-de-table : l'argent russe a coulé dans les veines des systèmes financiers, sans que l'on ne s'interroge trop sur sa provenance, et le gaz ainsi que le pétrole ont afflué dans les nouveaux pipelines. Cependant, l'acquisition d'un monopole absolu sur l'arrière-cour post-soviétique s'est avérée difficile. Les États-Unis n'étaient pas partie prenante de cet accord de la

même manière que l'Union européenne, dont les dirigeants de l'époque, tels que Schröder, Sarkozy ou Berlusconi, se montraient plutôt conciliants. En effet, Moscou n'a pas réussi à offrir à ses voisins un modèle de coopération véritablement mutuellement bénéfique. Les « mafiosi » des anciennes républiques soviétiques avaient du mal à percevoir les avantages de se soumettre à la Russie, un cartel mafieux beaucoup plus imposant et prédateur. De plus, les populations de ces pays manifestaient régulièrement leur mécontentement envers les autocrates soutenus par Poutine. En somme, Poutine n'a pas été en mesure de mettre en place des mécanismes efficaces pour maintenir le contrôle sur la sphère d'influence traditionnelle de la Russie.

C'est surtout en 2011 que Poutine a commencé à insister sur le fait que la Russie était confrontée à une menace provenant de l'Occident. Mais qu'est-ce qui s'est passé en 2011 ? S'agit-il d'une année marquée par une agression d'un pays occidental envers la Russie ? En réalité, ce qui s'est passé cette année-là, c'est que les citoyens russes ordinaires sont descendus dans la rue pour protester contre l'accroissement de l'autoritarisme : Poutine avait enfreint la constitution et cherchait un troisième mandat présidentiel. À partir de ce moment, les autorités russes ont commencé à promouvoir une idéologie qui présentait la Russie comme étant encerclée d'ennemis, Poutine étant le seul capable de protéger le pays de cette menace existentielle.

Deux ans plus tard, confronté à l'échec de son projet d'intégration économique eurasiatique, à la révolte en Ukraine et à une diminution de sa légitimité politique en Russie, le régime est passé d'une stratégie de cooptation des élites corrompues à une stratégie de contrôle territorial direct des pays voisins, souvent aux dépens des intérêts du secteur privé. La pérennité du contrôle sur la Russie elle-même était désormais en jeu. Le régime a donc tout fait pour réprimer les tendances démocratiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Après la révolution en Ukraine

[1] Šimov, Āroslov. «K putinizmu ne nužno odnosit' sâ kak k politiĉeskomu režimu. Èto banditizm s ideâmi». *Meduza*, le 15 juin 2022.

en 2014, l'armée russe a été déployée dans le Donbass afin de maintenir le pays dans un état de guerre perpétuelle. Le message était clair : « Quiconque oserait renverser le pouvoir, allait le payer très cher ». En 2015, la Russie a tendu une main secourable à Bachar al-Assad qui menait une guerre d'extermination contre sa propre population. En 2020 et en 2022, les dictateurs de Bélarus et du Kazakhstan ont reçu l'aide russe pour écraser dans le sang les mouvements populaires dans leurs pays, là où l'influence de l'Occident, en particulier de l'OTAN, n'était pas à l'ordre du jour.

### AUX ORIGINES DE L'OBSESSION UKRAINIENNE DE LA RUSSIE

Mais pourquoi l'Ukraine est-elle devenue la principale cible de l'agression russe ? Tout d'abord, l'Ukraine est l'un des rares pays de l'espace post-soviétique où une révolution populaire n'a pas été suivie par le retour au pouvoir de forces politiquement et économiquement liées à la Russie. De plus, l'Ukraine est un pays avec lequel les Russes ordinaires partagent une grande proximité culturelle et linguistique. Si un pays aussi similaire, sous de nombreux aspects, parvient à bâtir un État démocratique et prospère, les Russes pourraient se poser la question suivante : « Si les Ukrainiens, des gens qui nous ressemblent, des gens comme nous, n'ont pas besoin d'un État autoritaire et répressif pour mener une vie normale, pourquoi nous, les Russes, en aurions-nous besoin ? »

En outre, l'Ukraine, qui était la deuxième république soviétique la plus puissante après la Russie, possède des atouts stratégiques considérables, notamment sa position géographique, ses terres fertiles, ses ressources naturelles, son industrie relativement développée et une main-d'œuvre qualifiée. Les élites politiques russes estiment que l'intégration de l'Ukraine dans une alliance avec la Russie et le Bélarus ferait de ce bloc une puissance majeure dans la politique mondiale. Poutine évoque régulièrement cette idée lorsqu'il s'adresse aux Ukrainiens, souli-



gnant qu'« ensemble, nous avons toujours été et serons beaucoup plus forts ». Cependant, la volonté de maintenir le contrôle sur l'Ukraine a également des motivations plus profondes.

Le président russe est fermement convaincu que l'identité nationale distincte des Ukrainiens est une construction artificielle créée par des ennemis. Une fois séparée de la Russie, l'État ukrainien, selon Poutine, devient inévitablement une base stratégique des forces hostiles de l'Occident. Ces derniers l'utilisent « comme un bélier » pour saper la Russie de l'intérieur grâce à des idéologies subversives, entravant ainsi ses aspirations à occuper la place qui lui revient dans le monde. Selon cette vision, l'Ukraine indépendante, du simple fait de son existence po-

litique séparée, se transforme en un « projet anti-russe » et devient une menace immédiate pour la survie même de la Russie, qui ne peut perdurer que sous une forme de grande puissance.

Les arguments « historiques » de ce type, avancés par Poutine lors de ses prises de parole publiques, ne doivent pas être considérés comme un bric-à-brac idéologique résultant simplement de choix politiques opportunistes. Ils puisent leurs origines dans un vaste ensemble d'idées collectives forgées au fil du temps : le nationalisme russe et le rôle de l'Ukraine dans ce récit identitaire ont été façonnés dans le contexte historique particulier du XIX<sup>e</sup> siècle.

En effet, les dirigeants russes du XIX<sup>e</sup> siècle estimaient que l'assimilation de l'Ukraine était cruciale pour renforcer la puissance extérieure et assurer la stabilité interne de l'État russe. Premièrement, afin de rivaliser avec les empires coloniaux modernes qui adoptaient des politiques de nationalisation, la Russie devait elle aussi consolider son identité nationale. L'intégration des Ukrainiens dans la nation russe était donc considérée comme une étape essentielle pour accroître son influence sur la scène internationale. Deuxièmement, les élites tsaristes cherchaient à préserver leur pouvoir autocratique dans un monde perturbé par des mouvements démocratiques. La russification des populations de la frontière occidentale était perçue comme un moyen de les protéger de l'influence des idéologies occidentales subversives, contribuant ainsi à la stabilité interne du régime. Troisièmement, en tant qu'empire continental en expansion constante, la Russie faisait face à une pénurie chronique de populations loyales capables de dominer les régions d'Asie et de Caucase nouvellement colonisées. Par conséquent, l'assimilation d'un vaste réservoir démographique d'Ukrainiens est devenue cruciale pour maintenir la cohésion de cet empire hétérogène, car cette population slave orthodoxe devait combler les rangs des colons dans un empire où les Russes ethniques se trouvaient en minorité.

L'idéologie actuelle de l'État russe est fortement influencée par l'imaginaire politique nationaliste qui a pris forme au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle continue à reposer sur la conviction que l'assimilation des Ukrainiens au sein de la « nation russe » est une nécessité vitale pour la survie même de l'État russe. Poutine et son entourage sont engagés dans ce qu'ils perçoivent comme une bataille existentielle : c'est une forme de rationalité qui échappe aux observateurs qui transposent une vision « universaliste » (en réalité souffrant souvent d'une illusion occidentalocentrée) de rationalité sur des acteurs dont ils ignorent les identités.

Nous partons de l'idée constructiviste selon laquelle les acteurs agissent envers des objets, y compris d'autres acteurs, en fonction des significations que ces objets revêtent pour eux. Les dirigeants définissent la politique étrangère d'un État en fonction de leurs propres représentations d'eux-mêmes et de leur compréhension du monde qui les entoure<sup>2</sup>. C'est pourquoi nous soutenons qu'il est impossible de pleinement comprendre la guerre menée par la Russie en Ukraine si l'on se limite à considérer uniquement les aspects militaires et économiques de la sécurité. Ce qui est principalement en jeu, c'est la sécurité ontologique de l'élite dirigeante russe, l'Ukraine occupant une position centrale dans son identité et dans ses représentations du monde.

## OÙ SE TERMINE LA SPHÈRE D'INFLUENCE RUSSE ?

De plus en plus fréquemment, nous entendons des arguments suggérant à « l'Occident » de répondre aux préoccupations de la Russie en matière de sécurité, par exemple en garantissant que l'Ukraine ou d'autres pays post-soviétiques ne rejoindront jamais l'OTAN, pour mettre fin à la guerre. Pouvons-nous

[2] Alexander Wendt. "Anarchy Is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics". *International Organization*, vol. 46, no. 2 (1992): 391-425; Ted Hopf, Allan Bentley B. (eds.). *Making Identity Count: Building a National Identity Database*. New York, 2016.

assurer que le simple fait de maintenir l'Ukraine en dehors de l'OTAN, ou même de diviser son territoire, apaiserait Poutine ?

L'existence d'une Ukraine indépendante et démocratique, que ce soit dans ses frontières internationalement reconnues ou réduites de manière significative, est inacceptable pour un régime dont les classes dirigeantes sont convaincues que l'Ukraine est une création d'ennemis qui l'utilisent comme base pour corrompre les Russes avec des idées de droits et de libertés individuels et ainsi détruire le corps impérial d'une Russie millénaire.

Mettons de côté les questions morales et éthiques, considérons un instant l'idée que la clé de la paix mondiale résiderait dans l'acceptation du principe selon lequel seules les « grandes puissances » aurait droit à la souveraineté, tandis que les autres seraient destinées à rester dans une « sphère d'influence », autrement dit à rester des colonies. C'est ce que nous disent, de façon ouverte ou larvée, de nombreux experts en géopolitique et politiciens « pragmatiques ». Alors une question cruciale se pose : où se termine la sphère d'influence russe que nous devrions respecter ?

Nous avons une mauvaise nouvelle. La sphère d'influence de la Russie poutinienne ne connaît pas de limites. Pour les classes dirigeantes d'une « grande puissance » autocratique parmi les plus inégalitaires au monde<sup>3</sup>, vivant dans une crainte constante d'une révolte populaire, le seul moyen d'assurer la sécurité est l'expansion, souvent au mépris des exigences d'une stratégie internationale « rationnelle ». La Russie de Poutine est un État estimant qu'il ne peut assurer la sécurité de son régime qu'en subjuguant par la force toute population susceptible d'adhérer à des idéologies connues pour leur potentiel de déstabilisation des empires et des autocraties, à savoir

la démocratie, l'émancipation des femmes, la libération des opprimés...

C'est un élément essentiel à garder à l'esprit si nous souhaitons comprendre la logique sous-jacente à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et surtout si nous cherchons des solutions possibles pour mettre fin à ce conflit et garantir une paix durable dans la région.

---

[3] Isabelle Mandraud. « La Russie, palme d'or des inégalités extrêmes ». *Le Monde*, le 14 janvier 2017.

ELSA FRANCO

# LA PRATIQUE DU COMMUN, OU COMMONING : POUR LUTTER ET S'ORGANISER CONTRE LE SYSTÈME CAPITALISTE ET SES CRISES

**Q**ue ce soit comme projet politique ou dans les médias, l'idée de (biens) communs revient sur le devant de la scène depuis quelques années. Pendant la pandémie de la Covid-19, le sujet du vaccin comme bien commun a fait l'objet d'articles et podcasts, rappelant l'idée de biens communs mondiaux, au même titre que l'air que l'on respire ou l'eau que l'on boit. Le développement d'Internet a quant à lui permis l'émergence des communs de la connaissance, incarnés par les logiciels libres ou encore l'encyclopédie collaborative en ligne Wikipédia. Les (biens) communs se sont développés aussi dans les politiques publiques de la ville à travers les biens communs urbains que seraient les places, les jardins et plus largement l'espace public. D'autres, mobilisent ces concepts pour en faire un programme politique : on peut penser à « Grenoble en Commun » regroupant des élu-es qui portent pour ambition davantage de démocratie (participative, délibérative voire collaborative) pour une justice climatique et sociale.



Parmi ces exemples mentionnés, il existe un point commun : les (biens) communs ressurgissent en incarnant une solution envisageable lorsqu'il y a apparition de crises (sanitaires, environnementales, démocratiques) produites par les systèmes qui structurent la société. Pourtant, les communs gagneraient à être étudiés comme une alternative dans le conflit profond qui oppose le capitalisme, ainsi que sa forme actuelle néolibérale, et le désir d'une démocratie radicale, défendue par les luttes sociales. Le projet de démocratie radicale, tel qu'entendu dans ce court article, place le pouvoir décisionnel dans la plus petite unité de groupement humain, où chaque personne qui en est membre a le droit, la capacité et la possibilité de participer<sup>1</sup>. Il s'agit donc de défendre l'auto-gouvernement (par la co-production et la co-organisation), ce qui remet en question l'idée de démocratie représentative en place dans notre société actuelle. Pierre Dardot et Christian Laval synthétisent cette idée en ces termes : « pas d'exécution des décisions sans participation au processus de prise de décision »<sup>2</sup>.

## DES BIENS COMMUNS AU COMMONING

Comme le rappelle Silvia Federici, dans la tradition marxiste le phénomène d'enclosure est considéré comme le point de départ de la société capitaliste<sup>3</sup>. Par enclosure, il est notamment fait référence, au sein du monde européen et occidental, au phéno-



mène qui s'est accru en Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle. À cette période, les terres dites communales qui servaient à faire paître les animaux, se sont progressivement privatisées, délaissant alors une gestion communautaire coopérative (droit d'usage) au profit d'une gestion privée (droit de propriété). Progressivement, la marchandisation comme phénomène où aussi bien le travail que les biens et les services sont régis par le marché, s'est imposée comme modèle dominant pour structurer les relations économiques. Le capitalisme se fonde sur l'accumulation privée des ressources, notamment des terres, et a donc besoin d'enclosures pour se maintenir, comme l'a démontré Karl Marx dans ses travaux<sup>4</sup> : cela mène à l'expulsion des paysans et paysannes ainsi que des populations indigènes. Ces personnes ne se retrouvent alors sans d'autre choix que de dépendre du marché pour pouvoir subvenir à leurs besoins où elles y vendent leur force de travail contre un salaire. Ce processus fonctionne de paire avec le libéralisme qui permet aux entreprises privées d'agir aisément, encouragées par les gouvernements et les lois, pour faire primer les droits individuels d'entreprendre, de posséder et de privatiser. Le néolibéralisme va encore plus loin en cherchant toujours plus de domaines à privatiser tels que les espaces publics, la connaissance ou la culture.

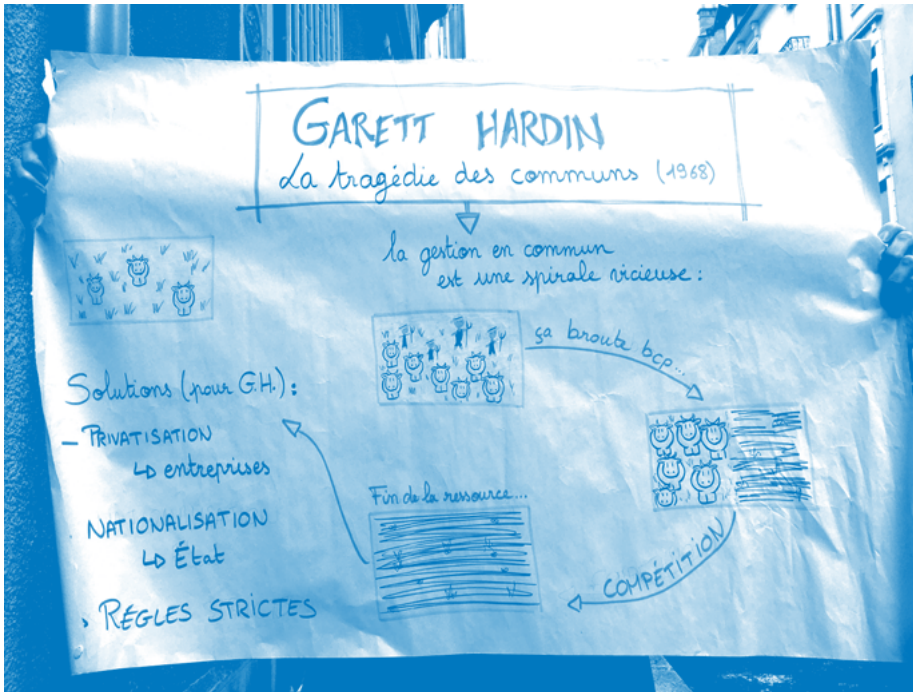
[1] Kothari Ashish, Démocratie écologique radicale, dans *Plurivers. Un dictionnaire du post-développement*, sous la direction de Ashish Kothari, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Federico Demaria, Alberto Acosta, éditions Wildproject, 2022

[2] Dardot Pierre, Laval Christian, *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, éditions La Découverte, 2014

[3] Federici Silvia, *Réenchâter le monde. Le féminisme et la politique des communs.*, éditions Entremonde, 2022

[4] Marx Karl, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, éditions Moscow: Progress publishers, 1887





ressources concrètes, matérielles, et souvent naturelles telles que les terres agricoles, les forêts, l'eau ou encore les réserves de poissons puisque ce sont ces exemples qui ont été documentés par la chercheuse. Valérie Fournier<sup>6</sup> précise que d'autres travaux ont étendu cette idée à des formes plus immatérielles et conceptuelles comme par exemple les communs de la culture, de la connaissance ou même les communs sociaux qui incluent des principes tels que le soin apporté aux autres personnes qui nous entourent

Dans le monde occidental, lorsque l'on évoque la notion de biens communs ou de communs, ce sont les travaux d'Elinor Ostrom<sup>5</sup>, prix Nobel d'économie en 2009, qui servent de fondements théoriques. En réponse à Garrett Hardin pour qui la pratique du commun ne peut conduire qu'à la destruction d'une ressource, puisque chaque individu serait poussé à la surexploiter pour soi-même, Elinor Ostrom démontre par une thèse développée dans son article « La tragédie des communs » (1968), qu'il est totalement réalisable pour un groupe de personnes organisées de gérer et partager des ressources en dehors d'un cadre privé (le marché) ou public (l'État).

Cela passe notamment par la mise en place de règles qui structurent à la fois la coopération entre usagers et usagères de la ressource, mais aussi son libre accès afin d'en garantir une gestion pérenne et durable.

Sur la base des travaux d'Elinor Ostrom, les communs ont pendant un temps été réduits à un ensemble de

et qui font collectivité avec nous, incluant toutes les situations et conditions sociales. Peter Linebaugh, historien, a quant à lui, rappelé dans ses travaux que la pratique de mise en commun des ressources n'est pas un phénomène nouveau, ni marginal, puisqu'il a toujours existé partout là où le capitalisme n'a pas pu s'implanter<sup>7</sup>.

En partant des biens communs gérés collectivement par une communauté d'usagers et d'usagères, en dehors d'un système de propriété privée ou publique, la réflexion s'est concentrée progressivement sur la pratique qui permet la production d'une ressource (bien ou service) commune. Désormais, lorsque l'on parle de communs, il s'agit d'étudier les phénomènes de mise en commun (commoning). Ce sont les espaces socialement produits et partagés selon les principes du commun qui sont sources de réflexions et d'expériences pour proposer des alternatives au paradigme capitaliste néolibéral dominant.

[5] Ostrom Elinor, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, éditions Deboeck Supérieur, 2010

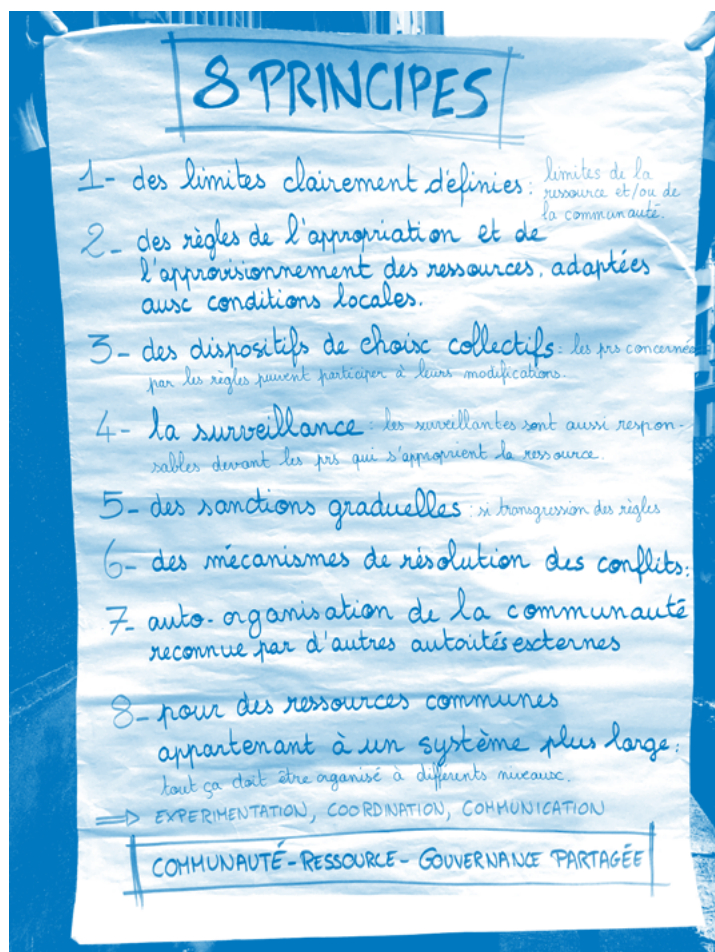
[6] Fournier Valérie, *Commoning: on the social organisation of the commons*, dans *M@n@gement*, 2013, n°4, vol. 16, p. 433-453

[7] Linebaugh Peter, *Stop, Thief!: The commons, enclosures, and resistance*, éditions PM Press, 2014

## LE COMMONING POUR UN CHANGEMENT D'ORGANISATION SOCIÉTAL

Pour penser les communs au-delà de simples biens ou services partagés, il faut envisager le terme comme faisant référence à un système qui organise la société. Ce système permettant la production et surtout la reproduction des biens et services, défend un fonctionnement fonder sur des valeurs d'horizontalité, de coopération, de partage, d'autonomie et d'accessibilité portées par et pour les personnes qui font collectif. Ce sont explicitement des logiques revendiquées et opposées à celles de la marchandisation et de l'accumulation, les piliers du capitalisme. Le basculement d'une vision des communs comme

ressource vers une approche des communs comme pratique traduit un enjeu politique de rupture, et de luttes sociales, qui s'illustre par des exemples concrets. Il ne s'agit pas de défendre une utopie ou un idéal à atteindre mais de construire et rejoindre dès à présent des alternatives qui ont des racines matérielles. Dans son ouvrage *Le pouvoir subversif des communs*, David Bollier dresse une liste non exhaustive d'exemples de ce que peuvent être des communs : d'un camp de réfugié-es de Zaatari en Jordanie, à WikiHouse qui diffuse des éléments de construction de maison en open source, les communs peuvent concerner tout ce qui façonne et organise nos interactions sociales<sup>8</sup>.



Massimo De Angelis propose une définition concise mais claire, en trois points, de ce que sont les communs lorsqu'ils définissent un système d'organisation sociale<sup>9</sup> :

- un ensemble de ressources détenues en commun (*commonwealth*)
- une communauté (*commoners*) qui régissent ces ressources
- la pratique de faire en commun (*commoning*) qui permet d'entretenir et de perpétuer la ressource, mais aussi la communauté, pour en garantir leur durabilité.

Dans ses travaux Mimi Sheller va plus loin encore en parlant de communs mobiles (*mobile commoning*) : puisqu'il ne s'agit plus seulement de se référer à une ressource ou un territoire précis, alors il est question de défendre une

[8] Bollier David, *Le pouvoir subversif des communs*, éditions Charles Léopold Mayer, 2022

[9] De Angelis Massimo, *Omnia sunt communia: on the commons and the transformation to postcapitalism*, éditions Zed Books, 2017

vision du monde dans laquelle on évolue en adoptant constamment et partout des pratiques radicales de partage et de vivre ensemble<sup>10</sup>. En ce sens, il est vital pour le mouvement des communs de se fonder sur des pratiques qui réunissent tous les individus avec leurs différences et spécificités culturelles afin de construire ensemble d'autres possibilités et initiatives plus soutenables à la fois pour la protection des ressources mais aussi de la communauté. En s'auto-organisant et en offrant des espaces où chaque individu peut trouver sa place, le projet des communs a une portée émancipatrice qui vise à se réapproprier la (re)production et la gestion des biens et services.

Afin de construire une société détachée des logiques de contrôle et d'enfermement (*enclosures*) produites par le marché et encouragées par les Etats néolibéraux, le mouvement des communs et sa pratique par le *commoning* incarnent des luttes sociales collectives. En se diffusant géographiquement, et en perdurant sur du long terme, la pratique du commun peut construire une opposition franche aux structures organisationnelles mortifères de notre société capitaliste. Les mouvements de logiciels libres et de partage de la connaissance se diffusent aussi mondialement, dénonçant la marchandisation de ces ressources immatérielles induites par le capitalisme (OpenStreetMap propose une alternative au service Google Map, l'association Framasoft qui propose des alternatives libres et gratuites à Google ou Microsoft, par exemple). Concernant l'alimentation, des jardins communautaires et urbains, des AMAP, et d'autres lieux ou structures partagent les valeurs du communs pour pallier aux paradoxes insolubles du capitalisme qui ne peut garantir la satisfaction des besoins les plus élémentaires de tous et toutes. C'est avec cette ambition que le *commoning*, et plus largement le mouvement pour les communs, s'inscrit

dans des luttes sociales fortes, anticapitalistes et porteuses d'espoirs pour le futur, pour davantage de démocratie, d'égalité et d'inclusion, face aux logiques prédatrices qui précarisent aujourd'hui les individus (attaques contre les acquis sociaux tels que le droit où la retraite, au RSA, à la préservation de l'hôpital public, au nom de la productivité et de la compétitivité). Contre les lois, les gouvernements et les entreprises qui cherchent à nous diviser pour nous faire entrer dans une compétition les un-es contre les autres, par des mécanismes d'individualisation et de mise en compétition permanente, des échappatoires peuvent être trouvés dans les luttes qui défendent les droits collectifs et individuels. Il est vital de s'inspirer des mouvements comme Occupy aux Etats-Unis, Black Lives Matter, les luttes syndicales, les révoltes et manifestations générales au Liban ou au Chili, les oppositions à la privatisation de l'eau à Naples ou à Cochabamba et bien d'autres qui sont encore en construction.

---

[10] Sheller Mimi, *Mobile Commoning: Reclaiming Indigenious, Caribbean, Maroon, and Migrant Commons*, dans *Praktyka Teoretyczna*, 2023

# LA PAIX, UN PROCESSUS CONFLICTUEL. LA COLOMBIE EN EXEMPLE

L'atelier proposé par l'équipe de recherche DRAINE, dans le programme des Rencontres, est né de la rencontre entre quelques membres de ce groupe et l'équipe de Modus Operandi. Au début des échanges, un intérêt partagé pour mener un travail sur les discours de haine, une observation commune de leur montée en puissance et la même inquiétude quant aux effets que leur banalisation pourrait causer. La même urgence à produire des discours alternatifs. Face aux discours de haine, comment construire des discours de paix ? D'ailleurs comment met-on en discours la paix ?

Réunies dans le projet de recherche sur la « Construction d'une culture de la paix en Colombie : perspectives discursives et actions éducatives », le projet DEFIPaix, co-porté par le laboratoire de linguistique

et de didactique des langues étrangères et maternelles, Lidilem à l'université Grenoble-Alpes, et l'université d'Antioquia en Colombie, Claire Hugonnier et Marie-Laure Guillard livrent deux articles qui reprennent et illustrent ces interrogations.

En traitant différemment les victimes déplacées par le conflit et celles qui ont résisté sur place, le traitement mémoriel divise et produit un sentiment d'injustice. Aux victimes déplacées, la reconnaissance de droits leur permettant d'accéder à leurs besoins matériels ; aux victimes restées sur place, la reconnaissance à coups de symboles : les fresques murales dans le village de San Carlos sont étudiées par Marie-Laure Guillard.

Dans le contexte des violences faites aux personnes LGBTQI+, et des discours



de haine, Claire Hugonnier interroge la place du témoignage dans un processus de réconciliation. Sachant qu'il existerait deux types de réponses aux discours de haine – les contre-discours et les discours alternatifs – de quelle nature doit être ce témoignage pour servir le processus de paix ?

La paix, souvent pensée comme un état de fait, est ici abordée en tant que processus conflictuel, au cours duquel se renégocient sa signification, sa mise en place et sa stabilité. Pour éclairer la situation colombienne d'un point de vue sociolinguistique, l'atelier s'est concentré sur les notions de mémoire et de témoignage que nous pensons comme des leviers fondamentaux pour tendre vers la paix tout en étant à la source même de conflictualités. En

rappelant les violences passées et en faisant émerger différents statuts de victimes, il a été présenté comment ces outils engagent une négociation oscillant entre les impératifs de vérité, pardon, réparation et réconciliation.

Enfin ce dossier s'ouvre avec l'article de Lina Téllez qui, en rendant compte d'un travail artistique autour de la photographie, réalisé avec des anciens combattants, nous amène sur la voie du sensible et révèle sa puissance à reconstruire des relations pacifiées : « passer des armes aux mots ».

LINA TÉLLEZ, ANA MARÍA GÓMEZ / TRADUCTION NATHALIE COOREN

# RESIGNIFIK2 : POUR LA RECONCILIATION ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Il est de notoriété publique que la Colombie est un pays inégalitaire où l'injustice sociale est à l'origine d'un conflit armé interne vieux de plus de cinquante ans. Les zones rurales les plus reculées payent le prix fort : les progrès technologiques sont lents et le respect des droits fondamentaux tels que l'éducation, la santé, la propriété privée et même le droit à la vie, est largement bafoué. Dans ce contexte, l'année 2016 a constitué un tournant majeur pour les Colombiens, puisque le gouvernement, dirigé par le président Juan Manuel Santos, et les FARC ont négocié à La Havane (Cuba), un accord pour mettre un terme à ce conflit armé. Cinquante années d'affrontements qui ont coûté la vie à plus de 220 000 personnes, fait quelque 7 millions de victimes, contaminé 62 % du territoire par des mines terrestres et causé des dommages incalculables à l'environnement en raison de l'exploitation minière illégale, des attaques contre l'oléoduc national et de la déforestation pour la culture de la coca.

Lors de l'élaboration de l'Accord final (2016), six thématiques importantes ont été abordées, considérées à l'époque comme nécessaires à la construction d'une paix stable et durable :

1. Une réforme rurale globale
2. La participation politique
3. La fin du conflit
4. Une solution au problème des drogues illicites
5. Un accord concernant les victimes du conflit
6. La mise en œuvre, la vérification et l'approbation de l'accord

Le gouvernement national de l'époque a proposé d'organiser un référendum permettant à la population de se prononcer « pour » ou « contre » le dépôt des armes de l'une des plus anciennes guérillas du pays. Les électeurs devaient répondre par « Oui » ou par « Non » à la question suivante : « Soutenez-vous l'accord final visant à mettre fin au conflit et à construire une paix stable et durable ? »

Le désir de paix des Colombiens était tel, que les pronostics se voulaient optimistes. Mais les urnes ont rendu un verdict accablant, y compris pour la communauté internationale qui était suspendue aux résultats : un peu plus d'une heure après la fermeture des bureaux de vote, le « Non » l'a emporté avec 50,24 % des voix, contre 49,75 % de « Oui »<sup>1</sup>. Personne ne comprend comment une nation en guerre peut opter pour autre chose que la paix. Pourtant, tous les efforts visant à soutenir le processus de paix malgré le résultat du vote ont été boycottés par différentes sphères du pouvoir dans le pays. C'est au terme d'une campagne mensongère que les citoyens sont arrivés aux urnes, en colère, avec une vision biaisée des ex-combattants. Ceux-ci étaient réduits au statut d'animaux, l'importance de leurs droits humains négligée tout comme le fait que, bien souvent, ces personnes n'avaient pas eu d'autre choix que celui de la guerre. Cette situation a conduit à l'issue fatale qui a divisé le pays en deux camps : les partisans de l'Accord final et ses opposants.

[1] Entre temps, les résultats définitifs sont disponibles et peuvent être consultés ici : <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-37537187>

## #Resignifik2



Cette première approche des problématiques sociales a permis de comprendre que pour initier les changements dont la société colombienne avait besoin, il était nécessaire de développer la créativité dans les écoles, pour former des individus critiques, flexibles, proactifs, innovants, dotés de compétences en matière de résolution de problèmes, qui contribuent à la formulation de propositions ayant un impact positif sur la société. En ce sens, et dans l'optique de créer des scénarios pédagogiques pour discuter

À cette période, plusieurs groupes de la société civile et divers collectifs artistiques ont lancé des initiatives visant à soutenir l'Accord final et à mettre en œuvre un système de justice transitionnelle proposant non seulement le désarmement, mais aussi la création d'une Commission de vérité. L'objectif était de clarifier les faits de violence et de disposer d'un référentiel commun afin de garantir le pardon, la réparation et la non-répétition. Cette mobilisation a permis d'engager divers processus sociaux qui ont perduré grâce à différentes initiatives émanant du monde universitaire, des arts et de l'éducation, entre autres, et ce, malgré un gouvernement qui, entre 2018 et 2022, semblait déterminé à « briser les accords ».

C'est dans ce contexte qu'un groupe d'enseignants-chercheurs et de professionnels de différentes disciplines voulant contribuer à l'objectif de paix en Colombie, a mis en place la Fundación Táctica de Paz (Fondation Tactique de Paix). Depuis sept ans, cette organisation s'efforce de construire la paix par l'éducation et de contribuer, par le biais de la recherche éducative, aux efforts nécessaires pour respecter les engagements du point 1.3.2.2 de l'Accord final (2016), qui vise à générer « Des modèles flexibles d'éducation préscolaire, primaire et secondaire adaptés aux besoins des communautés et des zones rurales, avec une approche différentielle » (p. 26).

des questions de paix, ce groupe d'enseignants-chercheurs a commencé, à partir de 2016, à s'interroger sur l'intérêt de développer la créativité pour mieux comprendre les intelligences linguistiques, intra- et interpersonnelles et ouvrir ainsi des espaces de coexistence saine. Un an plus tard, ils ont remporté l'appel d'offres pour un projet de district à Bogota, destiné à financer une initiative pour améliorer la perception négative des gens à l'égard des anciens combattants ayant décidé de réintégrer la vie civile.

Durant le processus d'élaboration d'une proposition répondant aux besoins du moment, la presse a été identifiée comme ayant joué un rôle dans l'imaginaire social des Colombiens autour du conflit armé. Des études ont montré notamment la déformation de la réalité par la presse au travers de reportages qui exagéraient l'ampleur des actions menées par les guérilleros et mani-

## Les ex-combattants étaient réduits au statut d'animaux

pulaient l'opinion publique, réduisant les acteurs du conflit à des « sous-hommes », et attisant la haine entre les Colombiens. De même, les causes du conflit liées aux inégalités sociales et aux problèmes d'accès à la terre ont été minimisées, tout comme la violence des paramilitaires et autres groupes armés illégaux, ainsi que les actions illégales de l'armée nationale, comme celles dites des « faux positifs »<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, la Fundación Táctica de Paz a élaboré une proposition d'initiative sociale dont l'objectif général était de contribuer au renforcement du tissu social de la population d'Usaquén à Bogotá (la capitale colombienne), par la mise en œuvre d'ateliers avec un groupe d'ex-combattants signataires de l'Accord final, habitants du secteur. Ces ateliers visaient à travailler sur les intelligences inter- et intra-personnelles, linguistiques et visuo-spatiales<sup>3</sup>, par la reconnaissance des intelligences multiples afin de valoriser la diversité. La poésie et la photographie ont été utilisées comme outils dans ce travail pour modifier la perception négative que



[2] « L'expression « faux positifs » renvoie aux assassinats de civils innocents effectués par des membres de l'armée nationale colombienne, en les faisant passer pour des guérilleros morts au combat dans le cadre du conflit armé. Selon le droit international, ces cas sont des exécutions extrajudiciaires, et selon le droit pénal colombien, il s'agit d'homicides sur personne protégée. », définition extraite de l'article « Le paramilitarisme et les résultats du processus de Justice et de Paix en Colombie », <https://journals.openedition.org/crdf/4685?lang=en>

[3] L'intelligence visuo-spatiale est notre force à penser en images, à se représenter nos idées, à imaginer des choses et à s'orienter dans l'espace.





#Resignifik2



de ses habitants ont un niveau de vie élevé, toutes les couches sociales y sont malgré tout représentées. En outre, une partie des résultats obtenus lors du référendum de 2016 a montré que si le « oui » au processus de paix l'a emporté au sein des populations les plus touchées par le conflit, dans les villes et notamment dans les milieux privilégiés où le conflit est vécu de manière plus lointaine, le processus de paix a été rejeté en bloc.

Il a donc été estimé que la création d'un espace culturel, artistique et créatif tel que celui proposé pourrait contribuer à générer de l'empathie entre les différentes catégories de population de la localité, en utilisant, dans un même scénario, le langage sémiotique de la photographie et de la poésie pour ouvrir des espaces de dialogue entre ceux qui sont « en dehors du conflit » et ceux qui l'ont vécu de l'intérieur.

Le projet Resignifik2 a été présenté à la communauté en partant du principe que les pratiques artistiques peuvent non seulement améliorer les conditions de vie des individus, mais aussi contribuer à la transformation d'une communauté toute entière.

la population civile avait des ex-combattants. À l'issue de ces ateliers, il était proposé d'organiser une exposition photographique « grandeur nature », sur différents murs de la localité, pour qu'un dialogue s'instaure entre les passants, à travers des images les invitant à réfléchir sur le pardon et la réconciliation.

Il est donc nécessaire de créer des espaces où l'individu peut exprimer ses ressentis à l'égard de son environnement, en utilisant la créativité et l'art comme un outil qui encourage la participation, le dialogue, la solidarité et la construction collective.

L'une des raisons ayant conduit la Fundación Táctica de Paz à focaliser son action sur la région d'Usaquén, au nord de Bogota, tient au fait que, si la majorité

En ce sens, les expressions créatives individuelles peuvent recourir à l'art comme stratégie de développement et de lien social, afin d'ouvrir un espace où

l'art apparaît comme un outil d'expression intégrale et de création de nouveaux modes de relation par le biais de productions symboliques inédites, permettant aux gens, à travers les différents langages utilisés par le corps, d'explorer la réalité et les rêves qu'ils nourrissent.

L'art permet aux êtres humains d'exprimer une vision sensible du monde, d'où sa capacité à transformer ce qui est différent en une chose singulière et précieuse. Il aide à tisser des liens sociaux autour des productions de chaque individu et encourage les processus de communication et d'échange. Il s'agit de rendre aux ex-combattants leur statut d'êtres humains et de modifier la perception négative imposée par les médias traditionnels et les discours d'exclusion. Ainsi, les projets artistiques et culturels peuvent contribuer à la création d'espaces de participation qui favorisent le développement de la citoyenneté.

Il ne fait aucun doute que l'art contribue aux changements de paradigme, c'est pourquoi le projet Resignifik2 utilise la photographie et la poésie comme des outils permettant de redonner du sens à l'imagination. En effet, la capacité de dessiner et de reproduire l'environnement tel qu'il apparaît, coïncide avec l'arrivée de l'appareil photo, alliant la capacité de voir, d'enregistrer, d'interpréter et d'exprimer ce que nous voyons sans être doté de compétences particulières. L'art est le vecteur de l'expression suprême de la créativité humaine. Il fait de nous des êtres pensants et sensibles grâce à l'acceptation de l'autre dans sa diversité.

Cependant, Resignifik2 révèle qu'en plus de cela, les bénéficiaires ont un besoin pressant d'utiliser des mots pour accompagner ces images, d'exprimer leurs émotions intérieures, de formuler des messages qui contribuent au développement social



et à une sensibilité qui nous est inhérente en tant qu'êtres humains. C'est pourquoi la littérature, ici la poésie, exalte la dimension poétique de l'image. Elle permet à l'esthétique du mot de générer un message fort pour chaque portrait, favorisant l'usage de la sémiotique et de la création littéraire pour combattre la violence, transformant les balles en mots, et les coups de feu en clichés photographiques. Cette démarche s'inscrit dans l'objectif fondamental des ex-combattants de passer des armes aux mots, de reconnaître que la guerre n'a pas réussi à transformer le pays et de s'engager à construire les changements dont la Colombie a besoin en utilisant la parole plutôt que les armes.

Au cours des ateliers, les histoires intimes des participants ont été évoquées, et grâce au travail sur les intelligences intra et interpersonnelles, les participants ont pu mieux comprendre leur propre fonctionnement et la valeur de leur personne afin de contribuer à la réconciliation du pays. De même, dans le cadre des ateliers de poésie imagiste, ils ont pris des photos les uns des autres et les textes qui accompagnent les portraits ont été rédigés par les bénéficiaires. L'objectif était de transformer des images de déplacement, de port illégal d'armes ou encore de censure de la presse, en images positives.

Cette merveilleuse expérience nous a permis de nous rapprocher en tant qu'êtres humains vulnérables, en tant qu'individus qui pensent différemment mais aspirent à un même objectif : une société égalitaire, où les droits de l'homme sont respectés et où chacun a la possibilité de s'épanouir pleinement. Cela im-

plique le droit à une éducation qui favorise le développement de la créativité, qui à son tour fournit aux citoyens les outils nécessaires pour résoudre de manière créative leurs problèmes et ceux de leur communauté, tout en œuvrant en faveur d'une coexistence pacifique. La Fundación Táctica de paz continuera à œuvrer en Colombie afin de démontrer qu'il est possible de construire la paix par l'éducation au moyen de processus pédagogiques durables.

Pour conclure, voici quelques photos prises avec le groupe d'ex-combattants et un aperçu de celles de l'exposition Street Art organisée à l'issue de cette expérience, afin que les lecteurs puissent mesurer le potentiel de ce beau projet.



**CLAIRE HUGONNIER**

# TÉMOIGNER DES VIOLENCES LGBTQI+ : UN OUTIL POUR CONSTRUIRE LA PAIX EN COLOMBIE ?

**L**es violences subies par les personnes LGBTQI+<sup>1</sup> ont été nombreuses lors du conflit armé colombien, jusqu'à perdurer encore aujourd'hui. Leurs corps ont été des « territoires de guerre »<sup>2</sup>, sur lesquels des acteurs armés (de toute partie) ont exercé contrôle, violation et censure (violences verbales, psychologiques, sexuelles et physiques – allant jusqu'à l'homicide –, privations de liberté, déplacements forcés, etc.). Ces violences ne relèvent pas de « faits isolés, mais plutôt de dynamiques d'agressions systématiques sur l'ensemble du territoire national »<sup>3</sup> œuvrant à l'imposition d'un contrôle moral et social des désirs, sexualités et manifestations de genre. Ces actes de violence ont été nourri par des idéologies patriarcales (sexisme, homophobie, transphobie) instituées socialement et renforcées par le contexte du conflit. Ils trouvent également racines dans des sous-basements idéologiques haineux, en ce qu'ils ont été orchestrés « contre une altérité vécue comme menaçante et dans un désir de pureté, d'homogénéisation du monde » (Lorenzi Bailly et Moïse, 2021 : 3).

L'autre (ici, la communauté LGBTQI+) a été « nié dans sa propre existence et dans son humanité. Nié

à cause de ce qu'il est et non pour ce qu'il (a) fait, il mérit[ait], selon le hâisseur, d'être détruit, anéanti » (Lorenzi Bailly et Moïse, 2021 : 3) – la négation de cette altérité résonne avec la logique de « nettoyage social »<sup>4</sup> à l'œuvre sur cette période de l'histoire colombienne (Minotti-Vu Ngoc, 2003), période durant laquelle ont été décimés différents groupes sociaux jugés indésirables et nuisibles (délinquants, toxicomanes, enfants des rues, sans-abris, prostituées, personnes atteintes de troubles mentaux, etc.). La haine anti-LGBTQI+ s'est aussi actualisée en discours.

Au-delà de diffuser l'ordre social fantasmé par les acteurs armés, les discours de haine ont participé à sa construction en agissant sur le réel : les discours « qui affirment la négation de l'autre font que le haï ou la haïe, [...] avant de pouvoir contrer la haine qui le ou la vise, intègre le fait qu'il ou elle soit haïssable. Il ou elle se retrouve un temps, face à sa propre déshumanisation, dans une impossibilité à retourner le stigmaté » (Lorenzi Bailly et Moïse, 2021 : 3). Bien que les questions de genre et de sexualité n'étaient pas initialement au programme des accords de paix, elles ont été imposées à l'agenda par des initiatives portées par des femmes et féministes (González, 2019) afin de voir ce temps de stigmatisation révolu et de retravailler l'ordre social imposé par le conflit armé.

[1] Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes et autres termes désignant les genres et sexualités.

[2] <https://www.cdhal.org/colombie-la-verite-sur-la-violence-contre-les-personnes-lgbt-pendant-le-conflit-arme-dans-5-departements-du-pays/> [consulté le 19/10/2023].

[3] Idem.

[4] Terme utilisé par les responsables eux-mêmes de ces assassinats. Delphine Minotti-Vu Ngoc (2003) propose une analyse de l'apparition et de la circulation de cette formule en Colombie.

Cet article propose de s'intéresser à l'une des stratégies discursives déployées à la suite de cette signature pour faire barrage à la haine contre les personnes LGBTQ+ et bâtir un processus de paix : le témoignage de victime.

## CONTRE-DISOURS ET DISOURS ALTERNATIF

Les travaux du groupe Draine<sup>5</sup> ont contribué à montrer qu'il existe différentes réponses possibles à la haine, caractérisables en deux genres discursifs bien distincts – et dont la posture face au conflit l'est tout autant.

Certaines réponses sont portées par la volonté de s'insurger, répliquer et ainsi d'affirmer un positionnement contre la haine, contre ses protagonistes, contre leurs discours, leurs actes et leurs idées. Ces contre-discours – l'un des deux genres discursifs observés – se caractérisent par une opposition frontale au discours haineux source, provoquant controverse et polémique ; ils jouent sur une réfutation argumentative vive et émotionnelle, retournent les arguments de l'autre avec des procédés qui visent, en retour, à attaquer, rejeter et disqualifier. « La polémique serait alors au centre du contre-discours (Plantin, 1996), dans le sens où la confrontation argumentative, autour de la divergence de points de vue sur une même question, marquerait une volonté de convaincre son interlocuteur ou son interlocutrice voire un tiers, à tout prix et par tous les moyens » (Moïse et Hugonnier, 2019 : 124). Les contre-discours s'inscrivent « dans une absence de négociation ou dans un maintien d'une forte dissymétrie ». En ce sens, « l'argumentation/contre-argumentation se co-construit entre les interlocuteurs-trices dans un va-et-vient [jugé] nécessaire (arguments contre arguments, attitudes contre attitudes, rapports de face contre rapports de face) » (Moïse et Hugonnier, 2019 : 124). Les contre-discours se positionnent ainsi en miroir du

discours haineux source, en ce qu'ils adoptent ses caractéristiques linguistiques et discursives : dimension pathémique, négation de l'altérité et actes de condamnation (Lorenzi Bailly et Moïse, 2021). Ces discours n'ont alors de différent avec le discours haineux que leur positionnement idéologique, diamétralement opposé (racisme/contre-racisme, validisme/contre-validisme, etc.). Cela a pour conséquence d'alimenter la montée en tension violente et de rendre immuable cette guerre de position idéologique et haineuse. Une étude (Vernet et Määttä, 2023) a même montré que les contre-discours à l'homophobie (postés dans ce cas sous des vidéos youtube en réaction à des commentaires homophobes) pouvaient, par leur répertoire argumentatif, venir à leur tour consolider l'ordre hétéronormatif, à l'image de ce commentaire : « Ça me dépasse qu'on se justifie sur le fait d'être homosexuel. Personne ne le fait à un hétéro. Je vois pas pourquoi chacun ne respecte pas les choix des autres ». Pour Samuel Vernet et Simo Määttä (2023 : 12), cette affirmation « contredit la position généralement anti-homophobe du commentaire et reprend les arguments selon lesquels les gens décident d'être attirés par des personnes du même sexe alors qu'ils pourraient tout aussi bien "rester" hétérosexuels et se conformer à la norme sociétale »<sup>6</sup>. Dès lors, la production de contre-discours peut se montrer inappropriée jusqu'à devenir « inefficace dans une perspective de régulation, de négociation [voir] d'apaisement » (Lorenzi Bailly et Moïse, 2023 : 481).

D'autres réponses rendent compte d'une volonté d'agir autrement face à la haine, c'est le cas du discours alternatif – l'autre des deux genres discursifs observés. Se soustrayant à toute offensivité et opposition explicitement identifiable, le discours alternatif emprunte des chemins différents afin d'apporter de manière détournée une autre vision du réel, comme peuvent le faire les discours scientifiques et littéraires. Contrairement au contre-discours, ce

[5] <https://groupedraine.github.io/index.html> [consulté le 19/10/2023].

[6] Je traduis.

## *L'expérience individuelle devient responsabilité collective dans un acte politique (Rinn, 2015).*

genre discursif « accepte le discours premier et propose, sans entrer dans une opposition dichotomique, une voire plusieurs autres pistes de lecture qui permettent de sortir de la radicalité » (Lorenzi Bailly et Moïse, 2023 : 481). Son objectif est ainsi de modifier les points de vue, en proposant des images du monde nouvelles ou concurrentes à celles que tend à imposer la haine. En ce sens, le discours alternatif s'apparente moins à une réponse conflictuelle au discours source (et n'appelle d'ailleurs pas non plus à une réponse systématique), qu'à une proposition de réflexion capable de persuader et de délégitimer ce qui est présenté comme allant de soi.

### **LE TÉMOIGNAGE COMME DISCOURS ALTERNATIF**

Comme nous l'avons étudié avec Claudine Moïse (2019), le témoignage est un parfait exemple de discours alternatif. Celui-ci permet de déplacer les points de vue, de changer les représentations premières, de proposer un autre point de vue sur les événements, de les expliquer autrement et de donner à réfléchir. À travers la parole du témoin, il ne s'agit pas de contrer frontalement les arguments des discours haineux premiers, mais d'apporter, par une expérience de vie, une autre vision du monde. L'expérience individuelle devient responsabilité collective dans un acte politique (Rinn, 2015). Le témoignage œuvre ainsi à rendre hommage à l'ensemble des victimes, ayant vécu les mêmes événements douloureux et haineux dans leurs corps, et à lutter contre l'oubli, dans un travail de mémoire (Mayaffre et Ben Hamed, 2014). Pour remplir toutes ces fonctions de conscientisation et de transmission sociales, le témoignage doit s'appuyer sur une vérité où les émotions serviront son propos, sans aller vers un débordement émotionnel polémique. D'un point de vue discursif, le témoignage, sous forme de narration, va user des caractéristiques du récit oral

dans une intention de vérité et à partir de deux procédés essentiels : une construction narrative autour de faits précis et crédibles et des éléments émotionnels objectivés. La force du témoignage est de ne jamais accuser, dénoncer, attaquer mais

d'exposer les faits bruts, ce qui permet d'échapper à des épanchements fusionnels (Rastier, 2010). Toutefois, cette recherche des faits concrets, de réalisme et d'objectivation ne va pas sans une volonté d'effets émotionnels chez l'interlocuteur ou l'interlocutrice, dans la mesure où il s'agit de créer une tension émotionnelle afin de transformer les représentations liées au conflit et à la mise en discours de la haine.

### **LE TÉMOIGNAGE DANS LE PROCESSUS DE PAIX COLOMBIEN**

La signature des accords de paix en 2016 entre le gouvernement et la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires visait la mise en place d'un système de justice transitionnelle basé sur quatre piliers : justice, réparation, non-répétition et vérité. À cet effet, la Commission pour l'établissement de la Vérité colombienne (désormais CEV) a été créée en novembre 2018. Son objectif était de mettre en lumière les violations et atteintes systématiques aux droits humains qui avaient eu lieu durant le conflit armé, de (faire) comprendre les raisons de la violence et de réconcilier la société en rendant aux victimes leur dignité. D'après le père de Roux, président de la commission, « l'enjeu est de faire émerger une "culture de la paix" dans un pays meurtri par des années de guerre et de violence »<sup>7</sup>. Les travaux de la CEV ont duré trois ans et ont débouché sur la production de plusieurs rapports, mais aussi de nombreuses ressources des-

[7] [https://www.senat.fr/rap/r18-548/r18-548\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r18-548/r18-548_mono.html) [consulté le 19/10/2023].

tinées à une large diffusion en vue de favoriser leur appropriation par le public<sup>8</sup>. En particulier, le témoignage, comme genre discursif, y trouve une place prépondérante sous différents formats (audio, vidéo et texte). Cela vient renforcer une pratique déjà saillante en Colombie, les témoignages de victimes (civiles et groupes armés) étant nombreux et circulant largement dans la société, et ce depuis les premières étapes de transition dans le conflit armé – jusqu'à pouvoir parler d'« effervescence testimoniale » au sein de la société colombienne (Estripeaut-Bourjac, 2010 : 9). En lien avec les engagements des accords de paix d'inscrire le processus de justice réparatrice dans une perspective différentielle de genre, la CEV compte sur son site internet un onglet spécifique sur les femmes et personnes LGBTQI+ dans le conflit. Vingt-cinq témoignages y sont compilés, « aussi divers [nous dit-on] que le territoire colombien et les personnes qui l'habitent, et représent[ant] à bien des égards des milliers de femmes, de personnes LGBTQI+ et d'hommes à la masculinité non hégémonique qui ont ouvert les portes de leur vie à la [CEV] »<sup>9</sup>. Le témoignage d'Esmith Rivera<sup>10</sup> en fait partie, en voici un extrait traduit :

*[...] se retenir d'une envie + d'une robe + s'abstenir de s'exprimer [...] il fallait être masculin + pas d'autres options + grandir au milieu de tout ça c'est + c'est + c'est + bon sang c'est + je veux dire c'est le plus grand enfer qu'un être humain puisse vivre + laissez-moi vous le dire + en fait on ne vit pas on survit dans l'anxiété c'était comme ça à San Juan de Urabá pour nous + le premier déplacement s'est produit quand j'ai eu 18 ans et que quelqu'un a abusé de moi sexuellement avec des menaces + des armes posées sur ma tête et je devais*

*littéralement m'enfuir + ils ne m'ont donné qu'une heure pour quitter la ville mes terres + ce n'est pas évident de courir quand tu ne sais pas s'ils veulent te tuer + tu marches et tu as l'impression de ne pas arriver à marcher + ce n'est pas évident quand ils te disent + il te reste une heure + vous rentrez chez vous et vous ne savez pas de combien de minutes exactement vous disposez si c'est vraiment une heure/ + est-ce que c'est juste pour te tuer en chemin/ + c'est comme ça à ce moment-là [...] chaque fois que j'écris un acte de discrimination [en chanson] que j'ai subi de la part de quelqu'un pour moi +> ou un geste + c'est une manière de me libérer + à un moment de ma vie j'ai voulu me suicider justement parce que je croyais + quelle ignorance n'est-ce pas/ (rires) + je croyais que quand on était gay on ne valait pas un centime [...] s'accepter c'est l'étape la plus importante + que tout être humain doit franchir + aujourd'hui j'apprécie la vie/ quand j'ai commencé à chanter et à composer et à écrire des paroles tous les problèmes que je voulais raconter à la société étaient là j'ai pu me prouver que ce n'était pas comme on me le faisait croire + que je suis un être humain digne + qui a des valeurs + qui respecte la vie + qui respecte les enfants + les personnes âgées + qui se respecte + tendre la main aux autres est ce qui fait que tous les problèmes que j'ai vécus que tous ces abus qu'ils soient sexuels économiques et même émotionnels en valent la peine [...]*<sup>11</sup>

Dans cet extrait, Esmith Rivera revient sur les déplacements forcés et les multiples actes de violence (abus sexuels, menaces, tentative d'homicide) qu'il a

[8] <http://comisiondelaverdad.co/>  
[consulté le 19/10/2023].

[9] Je traduis.

[10] <https://www.comisiondelaverdad.co/la-poderosa>  
[consulté le 19/10/2023].

[11] Les conventions de transcriptions utilisées : + marque une pause, / marque une intonation montante, +> marque une auto-interruption dans le discours.

subis durant le conflit armé colombien en raison de son homosexualité et de son expression de genre. Sa mise en récit des événements ne cherche pas à réfuter les propos, agissements et idéologies haineuses de ses agresseurs ; Esmith Rivera n'a d'ailleurs pas recours à des actes disqualifiants pour les désigner et ne se laisse pas aller à des débordements émotionnels polémiques. Son témoignage ne fait, en ce sens, état d'aucune portée conflictuelle et/ou haineuse, ni d'une volonté de revendication explicite – le témoin se place ainsi au-dessus des affrontements que le conflit a réussi à imposer jusque-ici. Par la narration de son histoire, Esmith Rivera tente davantage d'introduire une vision autre de l'homosexualité et des personnes homosexuelles, de faire évoluer les représentations, causes d'exclusion et de négation de l'autre, tout en rendant compte des conséquences de l'homophobie (pas tout à fait) passée (déracinement, isolement, perte de confiance, pensée suicidaire, etc.). « En convoquant des exemples précis, son témoignage tente de marquer les esprits, et ainsi de tirer profit des discours et actes homophobes remis en circulation. Il présente avec réalisme la cruauté et la violence qui ont accompagné certains propos et actes » (Moïse et Hugonnier, 2019 : 133), et donne également à penser la responsabilité de tout un chacun face à l'homophobie. C'est en cela que ces témoignages tentent d'agir comme des discours de sensibilisation voire de prévention (dans une dynamique de non-répétition) face à cette forme de discrimination qu'est l'homophobie. Le témoignage d'Esmith Rivera est impliqué plus largement dans le processus collectif de réconciliation « dans lequel la vérité et la mémoire sont [pensées comme des] atouts fondamentaux pour envisager une amnistie qui pardonne, mais n'oublie pas » (Estripeaut-Bourjac, 2010 : 5). Par la voix de ce témoin, la CEV envoie le signal de prendre en compte toutes les histoires similaires à la sienne, de ne pas occulter les violences subies en particulier par la communauté LGBTQI+ et tente de répondre au besoin impérieux des victimes d'être crues. En choisissant le genre discursif du témoignage, cette institution non-gou-

vernementale fait une proposition de paix basée sur la reconnaissance mutuelle et la construction d'un espace commun d'un vécu partagé au sein du conflit armé – espace où le débat devient possible. Les témoignages « font en outre office de réparation symbolique et de thérapie sociale, menées par ceux qui [ont survécu] » (Estripeaut-Bourjac, 2010 : 1). Une nouvelle occasion de se rappeler que « la réconciliation nationale, la paix ne sont pas des signatures, un décret ou une déclaration politique, mais le parcours de tout un peuple blessé et sacrifié, qui offre [...] son pardon, qui connaît son histoire et les responsables de cette dernière et qui demande réparation et justice » (Franco et Rincón, cité par Estripeaut-Bourjac, 2010 : 5) – parcours emprunté et remporté (nous pouvons l'espérer un jour) à la force et à la circulation de discours (alternatifs).



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **Estripeaut-Bourjac M.**, (2010), « Le récit testimonial en Colombie : une forme de réparation ? », *ILCEA* [En ligne], 13.
- **González, O. L.**, (2019), « Minorités sexuelles et de genre en Colombie : de parias à alliées des Farc. Années de guerre et processus de paix (2000-2010) », *Problèmes d'Amérique latine*, 114(3), 101-122.
- **Lorenzi Bailly N. et Moïse C.**, (2021) (éd.), *La haine en discours*. Lormont, Le Bord de l'eau.
- **Lorenzi Bailly N. et Moïse C.**, (2023) (éd.), *Discours de haine et de radicalisation. Les notions clés*. Lyon, ENS Édition.
- **Mayaffre D. et Ben Hamed M.**, (2014), « Récits de mort et souvenir traumatique. Trames et traces lexicales des témoignages sur la Shoah », *Argumentation et Analyse du Discours*, 14.
- **Moïse C. et Hugonnier C.**, (2019), « Discours homophobe. Le témoignage comme discours alternatif », *Semen* [En ligne], 47.
- **Plantin C.**, (1996), *L'Argumentation*. Paris, Mémo Seuil.
- **Rastier F.**, (2010), « Témoignages inadmissibles », *Littérature*, 159, 108-129.
- **Rinn M.**, (2015), « Introduction. Le corps du témoin comme lieu de parole ». Dans Rinn, M. (éd.), *Témoignages sous influence. La vérité du sensible*. Presses Universitaires de Laval, 1-8.
- **Vernet S. et Määttä S.**, (2023), « Reacting to homophobia in a French online discussion: The fuzzy boundaries between heteronormativity and homophobia », *Discourse & Society*, 34(5), 1-19.

MARIE-LAURE GUILLAND

# CONSTRUIRE LA PAIX EN COLOMBIE, PAR-DELÀ LA REÇONNAISSANCE DES MÉMOIRES

**L**e village est calme, lumineux, nous sommes lundi. Les commerces sont ouverts, les gens circulent dans des rues qui ne sont pas toujours pavées, les écolier·ère·s arpentent les trottoirs vétu·es de leur uniforme vert en sirotant un soda. Quelques touristes, à peine visibles, traversent le village en direction des cascades. Ils étaient plus nombreux la veille. La grande majorité est repartie à Medellín, la capitale d'Antioquia située à quatre heures de route, dont deux s'effectuent sur des pistes régulièrement boueuses en cette période de l'année. Les touristes, il n'y en avait pas, il y a encore quelques années.

San Carlos est l'un des nombreux villages de Colombie dans lesquels le conflit interne laisse ses marques. Dans cette région rurale, l'eau qui aujourd'hui attire les visiteurs en quête de divertissement ou de connexion avec la nature, a été dans le passé la cause de l'escalade des violences qui ont affecté la région. La construction d'une centrale hydroélectrique à la fin des années 1980 a déclenché de nombreuses contestations sociales engendrant de multiples conflits. Attirant les groupes armés irréguliers, paramilitaires et guérillas, la centrale fut au centre de toutes les prétentions de domination sur le territoire et ses habitant·es. Depuis, San Carlos a été le théâtre d'au moins 33 massacres, de 156 cas de disparitions forcées et de 78 personnes victimes de mines anti-personnels<sup>1</sup>. Les exactions ont été multiples, elles

caractérisent le climat de terreur symptomatique du conflit colombien que San Carlos incarne dans toute sa complexité.

Une des conséquences principales de ces vagues de violence est le déplacement massif des habitant·es du village, contraint·es par la peur et les menaces, de quitter leur *veredas*, d'abandonner leur *finca*, leur terre. Entre 1985 et 2006, le village a connu un véritable « exode » passant de 26000 à 11000 habitant·es. Aujourd'hui, la mémoire collective de ce village s'articule en grande partie autour de la figure de celles et ceux qui l'ont quitté et qui, à partir du milieu des années 2000, sont revenu·es, les *retornados* et *retornadas*. Leur retour au village a été soutenu notamment par un système de coopération mis en place entre la ville de Medellín et le village de San Carlos dès 2009 et appuyé ensuite par la loi des victimes et de restitution des terres (*Ley 1448 del 10 de junio de 2011*) promulguée par le gouvernement du président Santos (2010-2018). Ces dispositifs d'accompagnement ont un double objectif symbolique et matériel. Il s'agit de reconnaître le conflit, ses victimes et de placer les terres comme un des enjeux principaux des luttes armées. Cette mise à l'agenda politique du retour des personnes déplacées contribue à accompagner les dynamiques de réparation, de réconciliation et de non-répétition caractéristiques des sorties de conflit. San Carlos est rapidement devenu un laboratoire dans lequel s'expriment localement ces processus promus par l'État et soutenus logistiquement par de nombreuses associations et organisations de coopération en lien avec Medellín et une multitude d'organismes extérieurs (ONG, fondations, associations et agences de coopération régionale ou internationale).

[1] G. Sanchez (Dir) CNMH, *San Carlos: Memoria del exodio en la guerra*, Grupo Memoria histórica y Edición Semana, Bogotá, 2011 en ligne [URL: <http://www.cnrr.org.co>] consulté le 29/10/2023

## LA MÉMOIRE DE SAN CARLOS ET LA RECONNAISSANCE DES VICTIMES

Avant même le retour des dépalcés, la mémoire de San Carlos fait l'objet d'une prise en charge inédite. Les premières initiatives émanent d'un groupe de femmes dont le projet est de répondre « aux besoins et aux aspirations des personnes affectées par la guerre afin que leurs préjudices soient reconnus et que la mémoire collective devienne un antidote contre des violences qui perdurent »<sup>2</sup>. Ce sont d'abord les personnes disparues que les dispositifs mémoriels viennent rappeler. Dès 2007, quelques familles inscrivent le nom de leurs proches disparus sur des plaques qu'elles déposent ensuite sur un mur de la place principale du village. Émerge ici l'idée de s'emparer de l'espace public en rompant avec le silence imposé par la violence. Progressivement, ce mur devient le Jardin de la mémoire<sup>3</sup> faisant exister aux yeux de tou-tes l'impératif de ne pas oublier plusieurs centaines de personnes victimes du



Plaques du jardin de la mémoire dédié aux victimes du conflit armés de San Carlos (Photos M-L. Guillaud, 2023)

jectif est de proposer une aide psychosociale aux victimes et d'ouvrir un espace symbolique de réparation. Les personnes qui travaillent au ou avec le CARE s'emploient à construire la mémoire historique<sup>4</sup> du village par le recueil de témoignages et la mise en place d'ateliers (voir photos page xx). Le CARE entend agir pour la réconciliation en multipliant les activités de sensibilisation véhiculant les messages de paix et de pardon et en regroupant plusieurs organisations de victimes afin de retisser un lien social rompu par les années de violence.

À San Carlos, la réappropriation de l'espace public, dans la perspective de faire converger les mémoires du village vers une perspective de paix, s'exprime également sur un ensemble de fresques peintes sur des centaines de façades du village. Jose Lopez, un jeune artiste, fut d'abord mobilisé pour peindre les murs du CARE installé symboliquement dans l'ancien hôtel Punchiná, centre de torture des paramilitaires durant les pires années du conflit. Ensuite, accompagné du collectif « Mémoire de toutes les

## Émerge ici l'idée de s'emparer de l'espace public en rompant avec le silence imposé par la violence.

conflit, des mort-es dont les corps n'ont pas toujours été retrouvés (voir photos). Parallèlement, ce même groupe de femmes, soutenu par divers organismes publics et privés, ouvre le Centre d'attention, de réparation et de réconciliation (le CARE) dont l'ob-

[2] Traduction, Corporación región, *El jardín de la Memoria. O donde florece el silencio de la guerra. San Carlos Antioquia*, E. Otavalo Velez, Medellín, 2018, p17.

[3] Le Jardin de la mémoire fait partie d'une proposition plus vaste de visite : le parcours de la mémoire.

[4] J. Lavielle reprenant M-C Lavabre définit la mémoire historique comme la « forme d'usage de l'histoire répondant à des intérêts ou à des besoins tels que la légitimité, la reconnaissance ou l'identité portée par une association et reconnue par l'État ». J. Lavielle, « Mémoire reconnue et mémoires méconnues du conflit armé colombien : le cas du massacre de Trujillo », *Critique internationale*, n°88, 2020/3, p.71-90

couleurs », cet artiste multiplie les fresques dans le village jusqu'à organiser en 2018 un festival international de street art sous le nom programmatique de « Fresque pour la paix ». Lors d'un entretien, un membre du collectif m'explique quelle mémoire commune ce dernier vise à mettre en avant « *Dans les fresques, nous ne voulons pas montrer ce qui est triste, rien de pathétique. Ce à quoi nous aspirons avec les peintures murales, c'est montrer la transformation en tenant compte des belles choses qui se sont produites avant, pendant et après le conflit.* » (Extrait d'entretien traduit, avril 2023)

Dans le cadre du projet de recherche DEFIPaix<sup>5</sup>, je mène une enquête sur la réappropriation symbolique des espaces publics dans le processus de construction de paix en Colombie. Le choix de me rendre à San Carlos a été largement motivé par la présence de ces multiples dispositifs de mémoire dédiés à produire un récit voué à construire la paix. Le parcours et le Jardin de la mémoire, le CARE et le musée de fresques à ciel ouvert, rendent compte ensemble du vécu des déplacé-es, mais aussi des expériences de celles et ceux qui sont resté-es à San Carlos durant les années où les violences ont été les plus cruelles. Ces lieux de mémoire agissent symboliquement pour la reconnaissance d'un ensemble de victimes assez vaste.

## LA MÉMOIRE, MAIS ENCORE ?

Lors de mon travail de terrain ethnographique, je parcours le village. Tout en observant les fresques, j'interroge de manière informelle les personnes qui passent. J'engage les discussions à partir des images qui nous entourent.

[5] Projet « DEFIPaix, Construction d'une culture de la paix en Colombie : perspectives discursives et actions éducatives », projet sélectionné par le programme Ecos-Nord Colombie 2021 et financé en partie par le GIS - Institut du genre). Porteur.euse du Projet C. Moïse, laboratoire Lidilem - UGA et F. Arismendi, université d'Antioquia.

**Lundi 24 avril 2023**

**Extrait de journal de terrain**

**San Carlos (Antioquia, Colombie)**

Je m'arrête pour photographier une fresque. Une femme passe, elle doit avoir environ 40 ou 45 ans. Elle part dans la même direction que moi. J'enclenche la discussion : « *Elles sont belles ces fresques, non ?* ». Elle hausse les épaules, ce qui m'interpelle. « *Vous ne trouvez pas ?* ». Elle me répond « *C'est que bon, moi, je préfère ce qui est plus ancien* » (la fresque que nous regardons a un style plutôt moderne, elle n'est pas tout à fait figurative). Elle laisse échapper trois mots, sans que je ne me souvienne exactement lesquels, sur le jeune homme qui peint les fresques et exprime quelques réticences quant à ses propositions artistiques.

Je joue la surprise. « *Vous trouvez qu'elles ne vont pas dans le village ?* » Elle répond avec un peu d'indifférence. Elle dit qu'elle aime bien celle du haut qui est plus traditionnelle, celle qui représente un homme et son cheval. Je ne l'ai pas repérée et lui promets que j'irai la voir. Je continue, je creuse, je sens que son scepticisme dépasse la simple question du goût artistique. Je pose alors la question du sens véhiculé par les fresques. « *Vous savez ce qu'elles racontent ces œuvres ?* » Son air d'indifférence est rejoint par une touche de mépris, elle se tait. Je pose la question du lien avec la paix. Ma remarque semble l'animer, elle poursuit. Pour elle, les fresques sont censées exposer les phases du conflit, mais pourquoi faire cela si « *cette histoire, nous l'avons en nous* », m'affirme-t-elle, « *qu'elle nous a marqué, pourquoi la peindre sur des murs* ». Pour cette femme, les fresques ne font pas sens et n'ont pas d'intérêt pour celles et ceux qui ont résisté, qui sont resté-es comme elle. Elle ajoute : « *Aux résistants, on ne leur donne rien, nous, nous sommes restés, on a vu la violence tous les jours, à chaque coin de rue. Tiens, ici, sous cet arbre, chaque semaine, il y avait un cadavre, jeté là. Non, tu ne peux pas t'imaginer cette guerre, nous l'avons vue tous les jours* ». Elle m'explique qu'elle et sa famille n'ont pas été menacées, qu'il n'y avait pas de raison de partir, ils et elles sont resté-es. Un peu dépitée, elle déclare « *mais avec les retornados...* », ensuite, elle déclame une tirade sur celles et ceux qui reviennent après

avoir été déplacé-es. Elle énonce alors une série de mesures visant à soutenir leur retour. « *Eux, ils bénéficient de tout !* », elle énumère une série de droits et de soutiens matériels auxquels les *retornados* et *retornadas* peuvent prétendre. Puis, toujours très calme, elle m'explique que « *ceux qui sont restés, on ne leur reconnaît rien ! Ceux qui ont vécu la guerre ici, rien !* ». Elle prend l'exemple de la santé et raconte qu'un jour, on lui a demandé si elle avait un numéro d'enregistrement de *retornada* pour être reçue plus rapidement. Elle a répondu que non. On lui a alors annoncé qu'elle devait patienter. Elle est agacée en me racontant cela, mais reste cependant très calme. Elle poursuit en m'expliquant qu'une amie lui aurait même proposé de lui donner son numéro pour lui faciliter les démarches. Elle dit avoir refusé, car elle n'aime pas les mensonges. Elle mentionne de nouveau son incompréhension : « *Pourquoi les résistants, eux, ils n'ont rien ?* ».

Elle m'explique alors qu'une fois, on les a convié-es à une réunion pour parler de leur mémoire, de la reconnaissance des personnes qui étaient restées. Ce jour-là, on leur a proposé de faire des fresques pour signifier leur vécu. Elle me regarde puis lève les yeux au ciel. « *Des fresques !* » me répète-t-elle dépitée. Suite à cette proposition, la moitié des personnes présentes se serait levée pour quitter la réunion. Cette proposition lui est apparue absurde. Elle refait ensuite le lien avec l'accompagnement matériel dont bénéficient les *retornados* et *retornadas* et s'exclame « *Et nous, nous avons des fresques !* ». Je tente de parler de l'importance de la reconnaissance symbolique de leur vécu. Elle me fait gentiment comprendre, en haussant les épaules, que cela n'a pas de sens pour elle, que cela ne lui parle pas. Je comprends mieux son air de dénigrement face aux fresques. Plus que la paix, ces dernières renvoient cette femme à un sentiment d'injustice et d'inégalité de traitement entre celles et ceux qui reviennent après avoir été déplacé-es et celles et ceux qui sont resté-es. Nous échangeons encore quelques mots, elle me dit qu'elle s'appelle Maria Carmen<sup>6</sup>, je la remercie chaleureusement pour cet échange, nous nous saluons et nos chemins se séparent.

[6] Prénom anonymisé.

## CONSTRUIRE LA PAIX : IMPÉRATIFS DE RECONNAISSANCE ET DE REDISTRIBUTION

Portons à l'analyse les situations décrites. Questionner le statut des victimes en termes de reconnaissance sera utile pour réfléchir les enjeux du processus de paix. À San Carlos, la mise en visibilité des mémoires est particulièrement revendiquée comme une condition essentielle de non-répétition et de réconciliation. Les politiques de mémoire ont également pour ambition d'œuvrer pour la vérité en favorisant la connaissance des faits passés. En Colombie, comme souvent ailleurs, « la conviction selon laquelle le rappel des passés violents prévient leur retour fait consensus »<sup>7</sup>. Ces objectifs apparaissent comme un horizon commun pour construire la paix. Être reconnu en tant que victime en ayant une place dans les dispositifs mémoriels permet aux personnes de retrouver une estime sociale. Cette reconnaissance, pensée à partir des termes d'Axel Honneth, donne une valeur sociale aux individus dans le sens où elle renvoie à une « forme de reconnaissance mutuelle [qui présuppose] également l'existence d'une organisation sociale dont les fins communes réunissent les individus dans une communauté de valeurs »<sup>8</sup>. Le parcours et le Jardin de la mémoire, les fresques, le CARE, le rapport de la commission nationale de réparation et de réconciliation<sup>9</sup>, constituent ensemble un espace social de la mémoire qui visent à reconnaître non seulement le vécu des personnes, mais aussi leur rôle et leur importance en tant que victimes qui témoignent pour la construction commune et actuelle de la paix. Les personnes déplacées, comme celles qui sont restées durant les années de violences, jouent ensemble le rôle de « passeurs de mémoire » jugé essentiel pour

[7] S. Gensburger et S. Lefranc, *A quoi servent les politiques de mémoire ?* SciencePo les presses, Paris, 2017, p.18

[8] A. Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Editions du cerf, Paris, 2007, p.149

[9] Le Rapport de la commission national de réparation et de réconciliation : G. Sanchez (Dir) CNMH, *San Carlos : Memoria del exodio en la guerra*, Grupo Memoria histórica y Edición Semana, Bogotá, 2011

remplir les objectifs de non-répétition des violences passées.

Construire la paix implique également des actions de réparation. Il s'agit notamment, pour la justice, de condamner celles et ceux qui ont perpétré les violences, mais nous ne traiterons pas ce sujet ici. Les politiques de réparation mettent aussi en œuvre des actions de soutien matériel (indemnisations, restitutions, soutiens aux services médicaux ou d'éducation, attention psychosociale, etc.). Pour en bénéficier, il faut formuler une demande d'enregistrement en tant que victimes. Les critères pour intégrer le registre dédié sont assez vastes<sup>10</sup>, les indemnités et autres mesures d'appui matériel varient en fonction des dommages subis par les personnes. Il n'est pas question ici de décortiquer les différences de traitement entre les victimes ni d'en proposer un arbitrage moral. Il paraît plus pertinent de revenir sur le témoignage de Maria Carmen afin d'analyser, dans une approche compréhensive, le sens qu'elle donne à sa situation. Remarquons d'abord que cette femme

ne manifeste pas de rancœur à l'égard des *retornados* et *retornadas*. Ce ne sont pas les individus qu'elle critique, mais le fait que son vécu en tant que résistante ne lui ouvre pas l'accès à un statut de victime permettant une prise en charge par les dispositifs de réparation, alors même que ce statut lui est reconnu dans les politiques de mémoire<sup>11</sup>. Le sentiment d'injustice exprimé par Maria Carmen peut être interprété comme un déni de reconnaissance. Selon Axel Honneth, cela renvoie à un

**« mode de mépris personnel dont un sujet est victime lorsqu'il se trouve structurellement exclu de certains droits au sein de la société. Nous n'utilisons tout d'abord le terme de « droit » que de manière très imprécise, pour désigner les exigences qu'une personne peut légitimement s'attendre à voir satisfaites par la société, dans la mesure où elle est membre à part entière d'une communauté et participe de plein droit à son ordre institutionnel. Si certains droits de ce genre lui sont systématiquement refusés, cela signifie implicitement qu'on ne lui reconnaît pas le même degré de responsabilité morale qu'aux autres membres de la société »<sup>12</sup>.**

Suivant cet argument, l'échange avec Maria Carmen nous renseigne sur le sentiment d'injustice qu'elle ressent en constatant que son expérience et son vécu en tant que résistante et témoin de violences ne sont pas suffisamment reconnus pour mériter une réparation matérielle.

[10] Traduction du document officiel de la loi 1448 du 10 juin 2011. Article 3. Victimes « Aux fins de la présente loi, sont considérées comme victimes les personnes qui, individuellement ou collectivement, ont subi un préjudice du fait d'événements survenus le 1er janvier 1985 ou après cette date, résultant de violations du droit international humanitaire ou de violations graves et flagrantes du droit international des droits de l'homme, qui se sont produites pendant le conflit armé interne (LOI 1448 du 10 juin 2011, "Par laquelle sont établies des mesures de prise en charge, d'assistance et de réparation intégrale pour les victimes du conflit armé interne et sont promulguées d'autres dispositions"). Les victimes sont également le conjoint, le partenaire permanent, les partenaires de même sexe et les parents au premier degré de consanguinité, au premier degré civil de la victime directe, lorsque la victime directe a été tuée ou est portée disparue. À défaut, les ascendants au deuxième degré de consanguinité sont considérés comme des victimes. De même, sont considérées comme victimes les personnes qui ont subi un préjudice en intervenant pour porter assistance à la victime en danger ou pour prévenir la victimisation. »

[11] La mémoire des résistant.es est particulièrement prise en compte dans le rapport de la commission nationale de réparation et de réconciliation, (*Op.cit*) qui accorde un chapitre entier au vécu des personnes restées à San Carlos et leurs stratégies de résistance pour maintenir une existence quotidienne malgré les pressions du conflit armé.

[12] *Op. cit.* p.163-164

S'il est utile d'adopter une analyse en termes de reconnaissance, il est nécessaire de la dépasser afin de ne pas risquer d'assigner les personnes à leur identité de victime. À l'instar de Nancy Fraser<sup>13</sup>, il est impossible de penser une justice sociale comme garantie de paix sans intégrer la question de la redistribution. Se pose ici la question de savoir comment l'État colombien entend promouvoir la « cohésion sociale »<sup>14</sup> comme garantie d'une paix durable, dans un pays qui demeure profondément inégalitaire. Ce qu'exprime l'enquêtee n'est pas tant une volonté de revisiter les mesures de soutien octroyées aux *retornados* et *retornadas* qu'une demande de reconnaissance par l'État d'une citoyenneté digne d'être appuyée par les logiques redistributives de son pays.

À San Carlos, comme dans de nombreuses autres localités de Colombie, les politiques de mémoire font partie intégrante des mesures mises en place pour que la paix advienne. Les missions qu'elles remplissent sont essentielles pour mener à bien les objectifs de non-répétition et de réconciliation. Cependant, la situation de terrain évoquée pour cet article, rappelle que pour que la paix s'installe de manière durable, il est difficile de faire abstraction des violences structurelles qui entretiennent le sentiment d'injustice des citoyens et citoyennes face aux inégalités sociales, culturelles, économiques et politiques qui caractérisent encore fortement le pays<sup>15</sup>.

À l'instar de Johan Galtung<sup>16</sup>, se limiter à considérer le conflit armé sans penser et agir sur les causes structurelles qui l'ont fait émerger, revient, *in fine* à proposer une paix sans justice sociale.

## BIBLIOGRAPHIE

- **N. Fraser**, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, Paris, 2011
- **K. Gatelier, C. Dijkema**, « Violence structurelle : comprendre les racines des inégalités », *Alternatives Non-Violentes*, n° 188, 2018, p. 23-25
- **S. Gensburger et S. Lefranc**, *A quoi servent les politiques de mémoire ?* SciencePo les presses, Paris, 2017, p.18
- **A. Honneth**, *La lutte pour la reconnaissance*, Editions du Cerf, Paris, 2007, p.149
- **J. Lavielle**, « Mémoire reconnue et mémoires méconnues du conflit armé colombien : le cas du massacre de Trujillo », *Critique internationale*, n°88, 2020/3, p.71-90
- **G. Sanchez (Dir) CNMH**, *San Carlos: Memoria del exodio en la guerra*, Grupo Memoria histórica y edición semana, Bogotá, 2011 en ligne [URL: <http://www.cnrr.org.co>] consulté le 29/10/2023

[13] N. Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, Paris, 2011

[14] Terme largement mobilisé par les politiques publiques à destination des processus de paix en Colombie.

[15] Rappelons qu'en Colombie, les politiques néolibérales creusent encore les inégalités sociales et économiques, elles contribuent aussi à confisquer les ressources territoriales et culturelles aux minorités autochtones et afro-descendantes qui restent les principales victimes de nombreuses exactions, tout comme les minorités de genre ou sexuelles. Afin, les leaders sociaux continuent à être les plus affectés par les assassinats ciblés dans le cadre du conflit colombien qui perdure, en dépit des accords de paix signés entre l'État et les FRACS-EP.

[16] Cité par K. Gatelier, C. Dijkema, « Violence structurelle : comprendre les racines des inégalités », *Alternatives Non-Violentes*, n° 188, 2018, p. 23-25

LISON LENEVELER

# UNE POLITIQUE DU SOIN DES RELATIONS POUR PENSER L'ACCUEIL ET COHABITER EN PAIX

**D**ans un climat d'incertitudes, de troubles et de ruines, il est difficile de s'y retrouver et de penser nos différentes présences et nos vies en dehors du système politique et économique capitaliste. C'est comme si ce dernier anéantissait nos capacités<sup>1</sup> politiques collectives – c'est-à-dire les possibilités que nous avons de se tourner vers le bien-être et d'agir – et invisibilisait ce que nous avons de plus profond en nous, entre nous, et partageable avec d'autres. Ce qui nous reliait, nous permettait de vivre rapprochées et que nous avons trop tendance à délaïsser. Notre connexion sensible aux autres et au monde apparaît pourtant aujourd'hui indispensable pour cohabiter en paix.

## **ET SI NOUS CHANGIONS VÉRITABLEMENT DE PERSPECTIVE POUR METTRE EN ACTE UNE COHABITATION APAISÉE EN ASSUMANT UNE POLITIQUE DU SOIN DES RELATIONS ?**

Des penseurs anthropologues, écologues et juristes<sup>2</sup> ont semé des graines pour faire éclore de nouveaux imaginaires afin de sortir collectivement de l'impuissance<sup>3</sup> et la désorientation. Ils nourrissent des visions

politiques alternatives où nous aurions tant à gagner pour ne pas se laisser embarquer dans l'anxiété ambiante et oppressante en vue de faire vivre d'autres récits et mettre en œuvre des actions transformatives.

Pour ce faire, il est important de resituer de là où nous parlons et pensons, et de comprendre l'influence de notre espace de vie ainsi que notre point de vue occidental au sein desquels les théories politiques et sociales ont eu tendance à se cristalliser et à nous enfermer. Dans le nord mondialisé où nous vivons, la science a construit sa toute puissance sur les idées dominantes de modernité et de progrès<sup>4</sup>, creusant très fortement la dichotomie entre nature-culture<sup>5</sup> sans aborder fondamentalement et conjointement les conditions d'existence et de cohabitation de l'ensemble des êtres vivants. La conception dominante du monde et sur laquelle s'est basée l'épistémologie

---

pouvoir, celui-ci appartenant à une proportion réduite de la population, celles des représentant-es politiques qui gouvernent ; et qui en fait une logique dominante de l'exercice politique. Il est important d'y opposer d'autres puissances tel que Jacques RANCIERE nous invite à le faire, en élargissant le territoire des luttes.

[4] Associée à une pensée scientifique occidentale, totalisante et abstraite, dite 'objective' qui s'appuie sur des dualismes et des oppositions nature/culture, science/politique, raison/croyances, qui pendant longtemps s'est tournée vers les innovations technologiques et scientifiques, et qui s'est considérée comme supérieure en comparaison à d'autres sociétés dans le monde, voir plus loin : Bruno LATOUR, *Nous n'avons jamais été modernes*, 1991.

[5] Philippe DESCOLA, *Par-delà nature et culture* - Bibliothèque des Sciences humaines - Gallimard, 2005.

---

[1] Terme emprunté aux économistes féministes, Amartya SEN et Martha NUSSBAUM : « Capability and Well-being ». In Martha Nussbaum et Amartya Sen (Eds), *The Quality of Life* (pp. 30-53). Oxford : Clarendon Press.

[2] Donna HARAWAY, Philippe DESCOLA, Bruno LATOUR, ou encore Anna TSING.

[3] L'impuissance peut être considérée comme une construction sociale selon laquelle nous serions dépossédées du





moderne, c'est-à-dire la production de savoirs et de connaissances scientifiques, a eu en effet, tendance à séparer les faits naturels des valeurs culturelles entre la science et le politique. Or, les conditions que nous imposent dorénavant les bouleversements des écosystèmes avec le développement humain des énergies fossiles et le réchauffement climatique qu'il provoque, nous ont fait entrer dans cette ère appelée désormais « anthropocène » dans laquelle nous mesurons toute la responsabilité centrale et désastreuse de la société humaine. Ce que la philosophe Donna

Haraway a qualifié autrement de « capitalocène »<sup>6</sup>, d'un monde construit par un ensemble de relations tournées vers le capitalisme. Plus loin, le paradoxe de la mondialisation et du renforcement des inégalités planétaires pousse aux échanges de capitaux et aux déplacements de personnes et provoque une augmentation des crises et des violences. Il révèle les recompositions d'un monde inextricable, enchevêtré dans une pluralité d'interdépendances et de connexions historiques qu'il s'agisse des impacts liés au changement climatique ou encore des inégalités nord/sud. Les héritages coloniaux et l'ensemble des politiques structurelles de nos pays industrialisés ne sont pas sans lien avec ce « tourbillon de vents contraires » imagé par Mireille Delmas-Marty provoquant ces bouleversements globaux dont les migrations ne sont que des effets permanents. Les migrations environnementales sont d'ailleurs un phénomène continu inscrit au sein des migrations globales dont les causes sont multiples et enchevêtrées et dont les interdépendances responsables appellent aussi à un changement de perspective pour penser l'accueil de manière durable.

### LES INSPIRATIONS POUR PENSER UNE POLITIQUE DU SOIN DES RELATIONS

Comme pour le covid et tout phénomène imprévisible et nouveau, nous avons désormais besoin de réfléchir en termes d'adaptation. Nous sommes pour cela amenés à tenir compte des interdépendances. Notre objectif ici est de poser les conditions d'une société apaisée, au-delà de la quête d'un bien commun planétaire paraissant souvent inatteignable ; celles alors de « *constituer un ensemble par une action réciproque de ses membres, comme un ensemble « transindividuel »*<sup>7</sup>, nous sommes aussi « *ce que nous faisons, à quoi nous conférons par notre action une certaine qualité d'interdépendance dont la mo-*

[6] Donna HARAWAY, *Vivre avec le trouble*, 2020.

[7] Etienne BALIBAR, *Cosmopolitique, des frontières à l'espèce humaine*, 2022.

*dalité appelle la discussion* »<sup>8</sup>. Dans la continuité, si l'espèce humaine n'a plus la maîtrise totale des effets néfastes qu'elle produit, Donna Haraway comme Mireille Delmas-Marty, nous invitent à penser les contraires ensemble sans chercher forcément de réconciliation mais de travailler plutôt à la co-existence de ces tensions et à en faire un moteur pour l'action. C'est le programme « *pour une mondialité apaisée* » de Mireille Delmas-Marty<sup>9</sup>, d'un côté. C'est la philosophie du cyborg<sup>10</sup> de Donna Haraway, de l'autre côté. Si la révolution écologique et sociale outrepassé les frontières de l'espèce, les luttes et pratiques quotidiennes participent à faire émerger d'autres principes susceptibles de guider la société apaisée.

Pour imaginer une politique du soin des relations, il est donc souhaité de soutenir, consolider et mettre en acte une théorie politique, féministe et écologique de la relation et de la prise de soin pour une direction commune « *Vivre au maximum en symbiose* » – empruntée là encore, à Donna Haraway – qui n'est autre qu'une association durable et réciproquement profitable qu'on pourrait nécessairement appliquer à toutes les relations biologiques, non humaines, mais aussi humaines. La politique de la relation permet de se concentrer sur l'organisation d'une société en fonction des relations humaines et sociales et non plus de nos préoccupations quotidiennes enserrées dans les contraintes d'un modèle capitaliste. Elle permet de révéler et renforcer nos capacités de solidarité et d'empathie.

[8] *Ibid.*

[9] Il s'agit d'un programme qui vise à préserver les différences, à reconnaître les interdépendances de tous les êtres, à promouvoir des solidarités planétaires, Mireille DELMAS-MARTY, *Manifeste pour une mondialité apaisée*, Revue du Crieur, 2017.

[10] C'est une entité considérée comme bancale composée de deux parties : le monde organique et le monde technocratique, impossible à fusionner pourtant inéluctablement associées l'une à l'autre, et de repenser les dichotomies usuelles et problématiques pour penser l'hybridation : Donna HARAWAY, *Vivre avec le trouble*, 2020.

Dans son ouvrage *Vivre avec le trouble*, Donna Haraway exprime cette nécessité de « *connexions inventives ; nous devons apprendre à bien vivre et bien mourir ensemble. Il nous faut semer le trouble, susciter une réponse puissante à des événements dévastateurs. Nous devons aussi calmer la tempête et reconstruire des lieux paisibles* » et pour cela, il ne s'agit plus d'être en réaction aux urgences et aux peurs, il s'agit plutôt « *d'apprendre à être véritablement présents, à être davantage que de simples pivots évanescents entre un passé (affreux ou édénique) et un avenir (apocalyptique ou salvateur) ; à être des bestioles (en référence aux microbes, aux plantes, aux animaux humains et non humains) mortelles entrelacées dans des configurations innombrables et inachevées de lieux, de temps, de matières et de questions, de significations* ». Elle ajoute plus loin « *nous avons besoin d'une créativité nourrissante des gens qui se soucient, prennent soin, et agissent, celle-ci constitue le moteur de l'action* ». De même, Joan Tronto propose de son côté une « *éthique politique du care* » : « *de tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre monde, de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nous-même et notre environnement, tous les éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe en soutien à la vie* ».

Ainsi, remettre « *le care* » au cœur de la société comme une théorie politique indispensable proposée par Joan Tronto permet de considérer les interdépendances entre les êtres et leur environnement, d'être responsable collectivement face à la vulnérabilité de chaque être à différents moments de la vie et de donner une égale valeur à tout être vivant et vie humaine.

## **METTRE EN ACTE LA POLITIQUE DU SOIN DES RELATIONS POUR UNE SOCIÉTÉ DE L'ACCUEIL**

Cette proposition sociale et politique nous permet alors de penser les conditions de base d'une société de l'accueil. Il s'agit non seulement d'une société

dans laquelle les individus en prenant soin des autres identifient des besoins, des problèmes collectifs mais participent aussi et collectivement à créer les conditions pour y répondre et réduire les potentielles violences en les traitant le plus honnêtement possible.

Dans ce sens, l'accueil constitue une dimension commune qu'il convient de cultiver pour soi et pour les autres, dans une complémentarité et une articulation avec des moyens essentiels pour assurer l'existence et l'autonomie de chaque être, dont la vulnérabilité et la précarité pourraient être montrées.

Pour agir, nous choisissons donc de nous ancrer au sein d'une échelle de proximité, celle d'un territoire, dans l'objectif de dépasser les peurs et les menaces et de se concentrer sur la préservation du sensible et des relations. Il est, tout d'abord, choisi de s'orienter vers une gouvernance plus horizontale en reprenant la célèbre citation d'Édouard Glissant « *agis en ton lieu, pense avec le monde* ». Il s'agit de considérer les réseaux horizontaux de territoires, collectivités, ou communautés de vie comme des terreaux fertiles d'initiatives et d'actions. De cette manière, il est question d'associer les citoyen-nes et leurs savoirs dans leur diversité pour redonner de la vitalité à la démocratie et concrétiser les alternatives nécessaires. Il est utile par conséquent de créer et multiplier les espaces de rencontre singuliers pour partager et faire exister les expériences de chacun-e, reconnaître la multiplicité des points de vue, ainsi que l'instabilité que cela peut générer, afin de croiser les idées et d'en faire émerger des communes.

Les expériences d'accueil de personnes exilées nous amènent d'ailleurs à redéfinir nos frontières de l'intime, à modifier nos rapports avec les autres, à déconstruire voire décoloniser<sup>11</sup> nos esprits. Dans les actes et les luttes pour accueillir, nous allons puiser

dans des motivations diverses sensibles et politiques, nous bousculons nos préjugés, et nous travaillons à nourrir de nouveaux liens. Ces connexions nous conduisent nécessairement à repenser les histoires qui ont traversé nos territoires dits nationaux, à procéder à une série de déconstructions pour reconnaître notre capacité à vivre sur des territoires de vie avec des êtres pluriels en interrelation entre eux et en relation de soin et de transformation réciproque.

Penser les relations et en prendre soin, c'est aussi mettre en œuvre concrètement l'ensemble des conditions d'accueil pour s'adapter aux besoins nouveaux, en protégeant les espaces collectifs de la vie quotidienne (pour se nourrir, se loger, se rencontrer...) et en inventant également de nouveaux lieux refuge à travers des formes créatrices, éthiques et politiques afin de faire apparaître, à partir des vulnérabilités, des résistances multiples, des collaborations solidaires fructueuses et de nouveaux récits d'accueil pour relever le défi d'une cohabitation apaisée.

[11] Il permet de travailler à ne pas reproduire certains systèmes de domination, de réduire les différentes formes de racisme, et à reconnaître par ailleurs d'autres pratiques, d'autres langues et cultures.

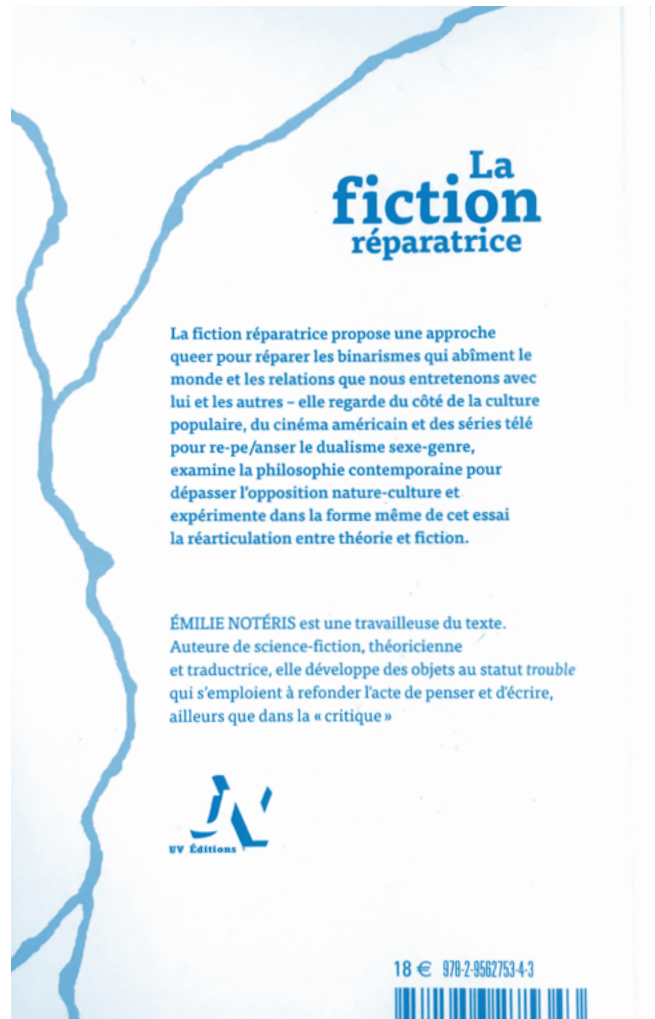
GAËLLE PARTOUCHE

# FICTION RÉPARATRICE, LECTURE PARANOÏAQUE...

**E**n janvier 2023, Modus Operandi me sollicitait pour réfléchir à organiser une rencontre en librairie autour d'un livre qui calerait avec la prochaine thématique des Rencontres de géopolitique critique et qui auraient lieu en mai. Maud et Karine m'écrivaient alors qu'il s'agirait de « la paix » dans une définition bien large évidemment... À entendre ce mot, je fus prise d'une sourde mais persistante nausée et j'accumulais les preuves que je ne pourrais (malheureusement bien évidemment...) pas participer. Je leur trouvais de nombreuses raisons valables qui justifiaient mon impossibilité à répondre à cette demande : j'avais trop peu de temps pour contacter quelqu'un-e, j'organisais un autre festival qui me prenait tout mon temps, j'allais même jusqu'à mettre en avant ma situation familiale difficile à ce moment-là (ce qui était totalement vrai d'ailleurs), et si j'avais pu caler à l'avance un déplacement pendant tout le mois de mai pour justifier une absence, je l'aurais fait... J'aurais aimé être une Bartleby assumée et répondre inlassablement « *I would prefer not to* ».

La nausée persistait et je me voyais fuir devant les tentatives bienveillantes pour me relancer des lianes auxquelles je ne voulais certainement pas m'accrocher. La Paix, et toutes ses allégories dégoulinantes me poursuivaient : les colombes et les brins d'olivier, les traités signés non consentis, les poignées de mains puissantes et fourbes, le Petit Prince, sa fleur et son mouton, l'universalisme gâteux et dépassé, l'Histoire. L'Histoire et la Paix. À l'école, j'aimais les récits mais je refusais d'apprendre les noms et les dates, et cela a perduré. J'étais en guerre de décolonisation intérieure et cela continuait. À l'extérieur. La nausée persistait. La notion de paix se diluait souvent et insidieusement dans les notions d'efface-

ment, de résilience, de dépassement, de monuments aux mort-es et d'oubli. La nausée s'amplifiait. La paix n'aurait droit d'être citée qu'une fois les racines des guerres coupées : le patriarcat, la patrie (et donc ses frontières), la propriété (mais pas forcément la possession, à creuser...), les partis (représentativité et « démocratie »), le profit, etc. D'autres P et j'en passe... Bien que sanctifiée, la paix n'était et n'est toujours pas d'actualité. On peut simplement la rêver. LA messie se fait espérer. De fait, l'espoir fait vivre. Et lutter. C'est donc tout naturellement dans le champ des perspectives féministes et intersectionnelles que je retrouvais de la vitalité et l'envie de travailler. La nausée s'apaisait. La paix n'était pas une fin mais un moyen. Dans le champ des études culturelles (Cultural studies), du « prendre soin, s'occuper de, se sentir concerné-e » (*care*) et de la réparation, les alliances sont salvatrices, sororales et bienfaisantes plutôt que bienveillantes et superficielles. Le brillant essai d'Emilie Notéris intitulé *La fiction réparatrice* me revenait à l'esprit et me rafraîchissait pour ouvrir des perspectives « *queer* » afin de « *réparer les binarismes qui abîment le monde et les relations que nous entretenons avec lui et les autres* ». La nausée disparaissait. On se situe alors bien à l'endroit qu'il me plaisait d'explorer. Et je m'empressais d'informer Modop de mon choix d'écrire à l'autrice. La proposition fut acceptée de toutes parts. Le rendez-vous était donc pris et je m'en réjouissais. Il est à noter que je ne faisais en aucun cas mention de la thématique des Rencontres dans l'invitation que j'envoyais à Emilie Notéris. Je me permettais en outre d'envoyer ce mail en mars pour une rencontre en mai, ce qui est très risqué et souvent voué à l'échec (il faut compter trois à six mois d'avance en général) et ce qui révèle le grand embarras dans lequel je me trouvais.



Bonjour Emilie,  
 Je suis Gaëlle de la librairie Les Modernes à Grenoble. Je suis très attentive à ce que vous publiez et vos livres figurent en bonne place dans ma librairie (pour le coup, on dirait que je vous fais une demande de stage...), je suis aussi une amie de XXXX et de XXXX Pacifique (là, je fais jouer mes réseaux pour plus de résultats...), j'aimerais vous inviter à la librairie à l'occasion du festival dont je suis partenaire en mai : les Rencontres de géopolitique critique (<https://www.modop.org/les-rencontres-de-geopolitique-critique/>), je m'occupe d'organiser une rencontre et/ou atelier en lien avec la littérature (en privilégiant des axes féministes, queer, intersectionnels). Comme cela fait très longtemps que j'ai envie de vous inviter (là, je vous montre que je suis hyper motivée...) et que je cherchais une occasion pour mutualiser les coûts (là, je vous indique que je n'ai pas d'argent, mais des idées et des partenaires, qui peuvent co-financer...), je vous demande directement là :

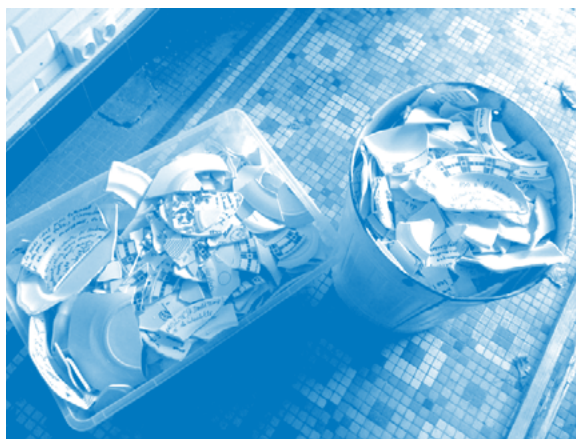
- est-ce que vous seriez partante pour une rencontre en librairie le mardi 16 ou mercredi 17 mai ?
- et êtes-vous disponible pour animer un workshop autour de La fiction réparatrice ?

À très bientôt,  
 Gaëlle  
 Les Modernes

Bonjour Gaëlle,  
 Il faudrait être cœur de pierre pour refuser :)  
 Le mardi 16 c'est parfait pour moi.  
 Émilie Notéris

(Échange de courrier électronique  
 avec Émilie Notéris les 24 et 25 mars 2023)

Je relisais tous les ouvrages d'Émilie et je découvrais son tout dernier paru : une passionnante biographie de Monique Wittig éditée chez Les Pérégrines. Je recopiais et apprenais sa bio.



## BIOGRAPHIE D'ÉMILIE

Après avoir apprivoisé textuellement des meutes de loups-garous anarchistes et des clans de vampires stylistiques dans *CosmicTrip* (IMHO, 2008), elle s'est écrasée au sommet d'un séquoia californien marxiste pour *Séquoiadrome* (Joca Seria, 2011). Le personnage principal du roman, Robinson, survit en mangeant des champignons hallucinogènes ; l'auteure n'a pas privilégié la méthode flaubertienne pour mener à bien l'écriture de ce second roman, préférant réaliser les meilleurs sandwiches du monde aux shitakés, suivant une recette d'Alice Toklas. L'écriture d'un essai sur le *Fétichisme Postmoderne* (La Musardine, 2010) lui vaut d'être contactée occasionnellement pour des dossiers sur le fétichisme du latex, domaine qui ne relève nullement de sa compétence. Elle tombe amoureuse, en 2012, du défunt théoricien des médias canadien Marshall McLuhan, en traduisant son premier ouvrage inédit en français, *La Mariée mécanique* (e@e, 2012), qui lui permet d'embrasser ensuite une carrière de traductrice (Malcolm Le Grice, Eduardo Viveiros de Castro & Deborah Danowski, Slavoj Zizek, Hakim Bey, Vanessa Place, Eileen Myles, Gayatri Chakravorty Spivak, Uzma Z. Rizvi, Sudipta Kaviraj, Sarah Schulman, Shulamith Firestone...). Elle préface les anarchistes Voltairine de Cleyre et Emma Goldman (*Femmes et Anarchistes*, éditions Blackjack, 2014), traduit des écoféministes (*Reclaim !*, Cambourakis,

2016) et invite et traduit des xénoféministes (week-end Eco-Queer, Bandits-Mages, Bourges, 2015). Diplômée des Arts-Décoratifs de Paris en 2005, elle est sans cesse rattrapée par le monde de l'art, comme *Le Prisonnier par sa boule blanche*, et intervient en workshops comme en conférences un peu partout en France (CAPC de Bordeaux, Beaux-Arts de Lyon, Dijon, Nancy...) et parfois à l'étranger (Diffrakt à Berlin, New School à New York, Halle 14 à Leipzig, Centre de la photographie à Genève...). Son ouvrage, *La Fiction réparatrice*, paru en 2017, met en pratique et en théorie l'art du kintsugi japonais pour proposer une transcendance queer des clivages binaires, à travers l'étude de fictions cinématographiques populaires. Ont paru en août 2020, *Macronique, les choses qui n'existent pas existent quand même*, chez Cambourakis, collection Sorcière, un texte court, incisif et grinçant, écrit entre octobre 2019 et mars 2020, qui s'attache à établir un relevé des violences policières et sexuelles à l'ère Macron, par le prisme de leur traitement médiatique et des discours politiques qui nient ces mêmes violences ; et en septembre 2020, chez Paraguay, *Alma Matériau*, entend contribuer à une histoire de l'art qui ne serait pas seulement une histoire des blanches, et remplacer l'héritage subi des pères par la quête désirante des mères (non exclusivement biologiques). Cette biographie est une des narrations possibles.



J'étais hyper impressionnée, comme l'année précédente où Les Rencontres de géopolitique critique m'avaient permis d'inviter Nedjma Kacimi pour son excellent premier livre *Sensible* aux éditions Cambourakis. Je préparais donc cette nouvelle rencontre avec joie et ferveur. Et je communiquais largement autour, en oubliant de mentionner la thématique du festival dans le texte concernant la rencontre, et en prenant visiblement une précaution extrême en la dévoilant dans la communication autour de l'atelier.

### ÉMILIE NOTÉRIS : RENCONTRE

En partage avec les Rencontres de géopolitique critique organisées par Modus Operandi, nous avons choisi d'inviter Emilie Notéris autour de *La fiction réparatrice* aux éditions UV. Évidemment, nous aurons à disposition tous les autres ouvrages de cette incroyable travailleuse du texte que nous attendons avec grand enthousiasme !

**Rencontre Mardi 16 mai à 19h**  
**Entrée libre, à la librairie**

### ATELIER DE FICTION RÉPARATRICE AVEC ÉMILIE NOTÉRIS

Toujours en heureux partage avec les Rencontres de géopolitique critique organisées par Modus Operandi, nous vous invitons à un atelier d'écriture collective proposé par Émilie Notéris : vous venez avec 6 livres autour de thématiques ayant un lien avec la paix ou la réparation (ou son contraire, ou en association d'idées même très lointaines mais importantes pour vous), textes féministes, queer et/ou engagés, et nous pratiquerons ensemble un exercice de bibliomancie afin d'écrire ensemble un texte manifeste.

**Atelier Mardi 16 mai de 20h30 à 22h30**  
**Sur inscription à [contact@lesmodernes.com](mailto:contact@lesmodernes.com), limité à 12 participant-es, gratuit**

(Communiqués en vue d'annoncer la rencontre et l'atelier, publiés en avril 2023)

La rencontre eu donc lieu à la librairie le 16 mai en début de soirée. L'introduction de *La fiction réparatrice* (page 7) me donnait une belle entrée avec la théorie de la fiction-bol réparatrice<sup>1</sup>. Le passage sur « la cool girl » (page 31) me faisait tellement rire que j'en partageais une lecture à voix haute. Les références bibliographiques qui émaillent son texte sont tellement inspirantes et la façon dont elle les présente si attrayante que j'avais envie de tout lire. Il y est beaucoup question du texte de Kosofsky Sedgwick et notamment de « *Comment passer d'une lecture paranoïaque à une lecture réparatrice* » qui s'explique par : « *lecture paranoïaque, lecture réparatrice ou : si tu es si paranoïaque que tu penses sûrement que cet essai parle de toi* », phrase qui me questionnait beaucoup et dont Émilie avait explicité le sens : « *Il ne s'agit pas d'abandonner la fiction paranoïaque au profit d'une attitude qui lui serait préférable, à savoir celle de la réparation, mais plutôt d'appliquer une lecture réparatrice à la fiction paranoïaque* ». Cela me rassurait beaucoup.

Les pages 98, 113, 138, 152 me servaient de base pour les autres questions à lui adresser. Entre temps à la page 49, Émilie cite la théoricienne Ynestra King qui elle-même cite Emma Goldman : « *Si je ne peux pas danser, je ne veux pas prendre part à votre révolution* ». Je prolongeais : dans mon souvenir de la lecture des correspondances d'Emma Goldman, par cette phrase-

[1] Définition d'Émilie Notéris : « *Pour comprendre la fiction réparatrice, il faut d'abord dessiner un bol, un bol qui a été brisé, puis réparé selon la technique philosophique japonaise du kintsugi. Le kintsugi est l'art de réparer les porcelaines brisées en faisant se rejoindre les fragments épars, assemblés à l'aide d'une pâte d'or. La cicatrice dorée laissée par la réparation opère comme une transcendance de l'accident. La réparation ne vient pas nier la fracture, elle la sublime et la maintient visible aux yeux de tou-ttes. Ce n'est pas une négation de l'histoire, ni un retour à un état initial idéalisé par la cassure. Le kintsugi mobilise des affects positifs, le bol brisé ne part pas au recyclage des ordures ménagères, il réintègre sa place dans la cuisine. L'acte de casser de la vaisselle devient alors bien moins problématique, et d'autant plus ludique qu'une autre perspective moins définitive et paranoïaque s'offre à nous. Celle de la transformation.* »

là, Emma Goldman répondait fermement à un homme (son compagnon et leader anarchiste qui trouvait indécent le fait même qu'elle danse) pour affirmer de manière déterminée sa liberté.

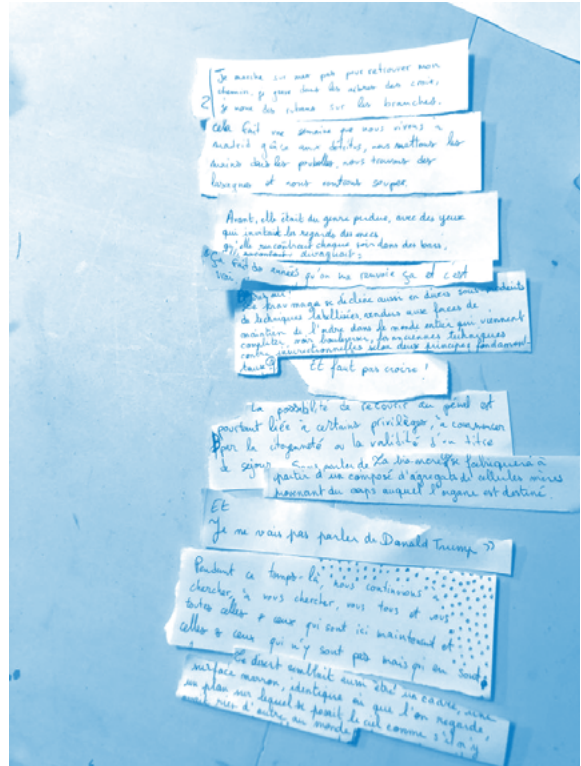
L'atelier qui a suivi la rencontre a tout naturellement pris sens à la suite de la conclusion d'Émilie (page 155).

Elle nous avait proposé de venir avec nos livres ou de s'en saisir dans la librairie (des livres qui nous parlaient bien sûr). Il s'agissait ensuite d'en recopier des passages que l'on aimait ou sur lesquels on tombait par hasard et de les mettre bout à bout. Ensuite par binômes, on se les mélangeait, puis on regroupait.

Émilie le décrit bien mieux dans l'introduction à la théorie de la fiction où elle explique le principe de son atelier "How to supRESS University writing" : « *Je joue dans cet atelier le rôle d'allume-feu, je présente aux participant-es de petits morceaux de fiction – principalement écrits par des femmes ou des hommes gays à l'exception de Kafka<sup>2</sup> dont je considère l'écriture comme queer. Sur ces petits morceaux de fiction et autres boulettes de papier, chacun-e vient déposer les embranchements de ses références théoriques et littéraires, et ensemble nous démarrons des feux à partir de quelques frottements d'un texte sur un autre. Des feux pour nous réchauffer et pour éclairer notre monde.* »

L'atelier se passait dans la joie studieuse et stimulante de la découverte que s'inspirer n'est pas déposer, la source est ouverte et l'écriture libre. Celles qui ont pensé et écrit nous ont nourri-es, nous reprenons les branchages, en faisons des bouquets, des haies et des chemins que nous proposons à nouveau à nous-mêmes et à d'autres lecteur-ices. Il n'est pas question de savoirs acquis péniblement, de supposés sachant-es qui nous enseigneraient. Nous devons tout utiliser, composter. C'était bien cela que

[2] À propos de Kafka, Émilie a-t-elle lu la phrase inscrite sur le garde-corps de la coursive du premier étage de la librairie : « *Toute littérature est assaut contre la frontière. Journal. Franz Kafka* » ?



nous expérimentions concrètement et qui resterait pour chacun-e bien après cet atelier. Les métissages seront riches, magnifiquement hybrides, échappant à toute authentification ou copyright. En pillant allégrement les héritages, avec rage et gratitude, nous construirons de nouveaux récits.

## TEXTE 1

Je marche sur mes pas pour retrouver mon chemin, je grave dans les arbres des croix, je noue des rubans sur les branches. / Cela fait une semaine que nous vivons à Madrid grâce aux détritits, nous mettons les mains dans les poubelles, nous trouvons des lasagnes et nous rentrons souper. / Avant, elle était du genre perdue, avec des yeux qui invitait les regards des mecs qu'elle rencontrait chaque soir dans des bars. Elle divaguait : « ça fait des années qu'on me renvoie ça et c'est / Bah oui !



Le kravmaga se décline aussi en divers sous-produits de techniques labellisées vendues aux forces de maintien de l'ordre dans le monde entier, qui viennent compléter, voire bouleverser, les anciennes techniques contre insurrectionnelles selon deux principes fondamentaux. /

Et faut pas croire ! /

La possibilité de recourir au pénal est pourtant liée à certains privilèges, à commencer par la citoyenneté ou la validité d'un titre de séjour. Sans parler de / La bio-encre qui se fabriquera à partir d'un composé d'agrégats de cellules mères provenant du corps auquel l'organe est destiné. /

Et

Je ne vais pas parler de Donald Trump » /

Pendant ce temps là, nous continuons à chercher, à vous chercher, vous tous et vous toutes, celles et ceux qui sont ici maintenant et celles et ceux qui n'y sont pas mais qui en sont. / Le désert semblait aussi être un cadre, une surface marron, identique où que l'on regarde, un plan sur lequel se posait le ciel comme s'il n'y avait rien d'autre au monde.

## TEXTE 2

\*- Tu repasseras pour le bonheur. /

\*- Quelque chose va bien finir par arriver :

- Cette guerre de résistance qui est menée jour après jour dans les rues du moindre recoin des 5 continents, dans les campagnes et ses montagnes. C'est déjà quelque chose. /

une jeune femme nigériane m'a raconté un jour qu'elle s'était comportée pendant des années « comme un garçon » – elle aimait le football et les robes l'ennuyaient, jusqu'à ce que sa mère l'oblige à

renoncer à ses passe-temps de « garçon manqué ». /

- moi c'est parce que je suis persuadée que le bleu sera du plus bel effet sur ma peau brune (et rendra mieux sur les photos) que ça ne m'arrivera pas. /

Et pourtant

J'avais quand même peur des agressions des clients. /

- et moi hier soir, alors que je comptais camper dans un lieu magnifique au bord de la rivière d'une vallée escarpée entre deux belles arêtes, ce merveilleux couple d'ivrognes est arrivé à grand bruit pour récupérer son troupeau /

La femme m'a raconté que dans les premières années de notre relation, il était extrêmement critique à propos de la domination masculine [mâle] sur les femmes et les enfants. /

Lui c'était Henvauder, il parlait de l'homme du futur, lui-même en était un, moi chemin de fer, moi force de...

c'est drôle, moi hier soir, j'ai fait un cauchemar : j'étais invitée à un festival, je devais chanter des chansons et j'avais oublié les textes des chansons /

En me réveillant, je me suis dit que nous sommes les veilleurs de nuit face au triomphe de la pop & des vocaux d'en Joie !

*(Texte écrit à 12 personnes le 16 mai 2023 de 20h30 à 22h)*

# AUTEURS ET AUTRICES

Quelques mots des participant·es ayant  
contribué à ce numéro des Cahiers des  
Rencontres de géopolitique critique

## **GAËLLE PARTOUCHE**

Libraire un jour, libraire toujours :)  
Librairie Les Modernes, Grenoble

## **MARIE-LAURE GUILLAND**

Marie-Laure Guillard est actuellement attachée temporaire d'enseignement et de recherche en sociologie et anthropologie à l'UFR SHS de l'Université Grenoble Alpes et à Pacte-Laboratoire de sciences sociales. Elle est également chercheuse associée au LARHRA. Spécialiste de la Colombie, elle a travaillé plusieurs années autour des usages sociaux et politiques du passé en lien avec les questions de reconnaissance des peuples autochtones et de la mise en patrimoine de leur identité en contextes touristiques. Ces thématiques sont au cœur de sa thèse, Patrimonialisation de vestiges préhispaniques et reconnaissance des peuples autochtones. Etude de trois affaires colombiennes, réalisée au Centre de Recherche et de Documentation des Amériques CREDA - l'Université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle. Pour les 20 ans de la constitution colombienne de 1991, elle a également coordonné avec N. Mazars le n° 71 des Cahiers des Amériques latines intitulé « Colombia, tierra de pelea : Le(s) conflit(s) au cœur de la société ». En 2019, elle coordonne avec P. Naef un autre dossier dédié à la Colombie dans la revue *Via Tourism review*, n°15 : « Tourisme et paix, une alliance incertaine ». Chercheuse dans le projet DE-FIpaix Construire une culture de la paix en Colombie : perspectives discursives et actions éducatives, elle se consacre aujourd'hui aux nouvelles formes d'usage et d'expression du passé colombien en lien avec le mouvement du street art, le tourisme et la place des femmes dans les dispositifs mémoriels.

## **CLAIRE HUGONNIER**

Enseignante-chercheuse à l'Université Grenoble Alpes, je travaille en sociolinguistique critique et en analyse du discours. Je m'intéresse plus particulièrement à l'analyse des pratiques langagières en situation de conflits, et aux formes de violence associées (violence verbale, discours de minorisation, discours de haine, etc.). Les processus de médiation font partie de mes préoccupations de recherche. Je suis membre du projet franco-colombien « DéfiPaix » porté par Beatriz Villa, Claudine Moïse (Université Grenoble Alpes) et Fabio Arismendi (Université d'Antioquia), qui interroge, entre autres, les caractéristiques des discours œuvrant pour la paix en Colombie.

## **ANA MARÍA GÓMEZ**

Directrice générale de la Fundación Táctica de Paz, titulaire d'un master en neuropsychologie et éducation, spécialiste des technologies de l'information appliquées à l'éducation, licenciée en linguistique et littérature, elle a de l'expérience en tant que chercheuse et 19 ans dans l'enseignement rural et urbain, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur.

## **LINA TÉLLEZ**

Directrice de la communication et des relations publiques à la Fundación Táctica de Paz, titulaire d'un master en communication et marketing politique, diplômée en relations internationales et études politiques, études complémentaires en photographie et en création littéraire. Elle a de l'expérience en tant que chercheuse, gestionnaire culturelle, animatrice d'ateliers de construction de la paix et a enseigné pendant 9 ans.

## **ELSA FRANCO**

Après des études en sciences politiques, je me suis dirigée vers la géographie sociale. Dans ce cadre, j'ai eu l'occasion de découvrir l'association Modus Operandi qui aborde des sujets mêlant mes engagements militants anticapitalistes et contre les frontières, et mes études autour de l'accueil inconditionnel de tous·tes. Tous ces sujets rejoignent d'une façon la notion de communs, que j'essaie d'expérimenter dans des organisations politiques ou des collectifs d'aide directe. C'est un enrichissement de grandir, évoluer et se former auprès d'autres personnes au quotidien !

## **HANNA PEREKHODA**

Elle est assistante diplômée et doctorante en histoire à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne. Elle est membre de l'organisation Sotsialny Rukh en Ukraine et membre fondatrice de l'association suisse Comité Ukraine.

## **OLGA BRONNIKOVA**

Elle est maîtresse de conférence à l'Université Grenoble Alpes, enseignante en études slaves à l'UFR SoCLE et membre de l'ILCEA4. Depuis son Doctorat en géographie, elle travaille sur la mobilisation politique des personnes émigrées et exilées, en provenance d'abord de Russie, mais aussi maintenant d'Ukraine. De 2017 à 2022, elle a fait partie du projet ANR Resistic dans le cadre duquel elle a pu se pencher sur l'exil des professionnels russes de l'espace public en UE et dans les pays de l'ex-URSS. Depuis le début de la guerre en Ukraine, elle a rejoint différentes initiatives de recherche nationales et internationales sur les actions collectives actuelles de personnes exilées ukrainiennes et russes, plus spécifiquement en France et en Géorgie. Elle est membre, entre autres, du projet ANR EXILEST qui portera sur

la politisation de personnes exilées ukrainiennes, biélorusses et russes en Pologne, Lituanie et Géorgie, ainsi que du projet de recherche-action UK-AURA sur l'accueil de personnes réfugiées d'Ukraine en Auvergne-Rhône-Alpes. Elle fait en outre partie de l'association grenobloise Ukraine-Grenoble-Isère qui aide les personnes réfugiées d'Ukraine et organise des convois en Ukraine.

## **NATHALIE COOREN**

Nathalie a suivi une formation juridique (maîtrise de droit avec une spécialisation en droit européen et international) et en sciences sociales (master en sociologie des conflits). Après avoir longtemps travaillé dans le domaine des relations internationales où la traduction faisait partie intégrante de son quotidien, elle a décidé d'en faire son métier à temps plein. Plusieurs années passées à l'étranger, en Amérique latine notamment, l'ont également très tôt sensibilisée à l'importance des langues et à la diversité des cultures. Elle traduit de l'espagnol et de l'anglais vers le français, aussi bien des documents dans les domaines juridique, institutionnel, politique, environnemental, touristique, marketing et bien entendu, éditorial, que des ouvrages (voir notamment « Guide du municipalisme : pour une ville citoyenne apaisée, ouverte »).

## **L'ÉQUIPE MODOP**

Karine Gatelier  
Lison Leneveler  
Claske Dijkema  
Maud Weber  
Morgane Cohen







Pour la 7<sup>e</sup> édition des Rencontres de géopolitique critique, Modus Operandi et ses partenaires, ont choisi de traiter de la thématique de la paix. Joli paradoxe et sacré défi dans le contexte actuel. Une urgence justement !

Quand nous avons choisi ce sujet, au début de l'été 2022, l'Ukraine était déjà en guerre. La répression violente qui s'est abattue sur le mouvement social puis sur le milieu associatif quand il dénonce les projets inutiles et les violences policières, ainsi que sur le peuple, n'avait pas commencé. Il n'est pas rare que les éditions des Rencontres soient rattrapées par l'actualité. Et cette actualité rend encore plus pertinent d'ouvrir le sujet de la paix aujourd'hui en France. Nous pensons que la paix c'est pouvoir se projeter dans l'avenir, avec les moyens d'agir sur son existence, donc de faire des choix. Ces moyens sont habituellement fournis par la démocratie. Or celle-ci est dangereusement attaquée. La paix, ce n'est pas le maintien de l'ordre, surtout quand celui-ci est injuste. La paix n'est pas synonyme non plus de stabilité quand celle-ci s'impose par la violence.

Débattre de la paix c'est donc poser la question « dans quelle paix vivons-nous ? » ; cela signifie questionner la paix, ici en France, dans cette partie de l'Europe qu'on a déclarée « en paix » en 1945, à la fin d'une guerre mondiale, comme si ce constat était établi une fois pour toute.

Nous pensons que trop souvent on réfléchit la paix ici et la guerre ailleurs. Ce clivage nourrit un déni de l'existence de conflits dans les sociétés européennes.

Avec cette édition des Rencontres de géopolitique critique sur la paix, avec toutes les participantes et participants qui ont répondu à notre invitation et qui en composent le programme, nous avons posé des questions et brouillé les frontières de la paix ; nous avons enfin remis en cause des constats un peu trop établis.

Ce nouveau *Cahier des Rencontres* présente quelques traces des échanges et réflexions suscitées par ces rencontres pour continuer de penser la paix.



Modus Operandi, pour une approche constructive du conflit  
[www.modop.org](http://www.modop.org)  
46, rue d'Alembert 38000 Grenoble  
[info@modop.org](mailto:info@modop.org)

ISBN : 978-2-9582096-2-9

 **Pacte**  
Laboratoire de sciences sociales

 **caimpus**  
Grenoble

 **TRACES**

 **LIBRAIRIE  
LES MODERNES**